

**Le déchet comme prétexte pour la création d'un lieu d'échange et
de responsabilité participative en vue d'une nouvelle ère de transition.**

Réalisé sous la direction de :

Luca Pattaroni, *professeur d'énoncé théorique*

Yves Weinand, *directeur pédagogique*

Fred Hatt, *Maître EPFL*

Soutenu à l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne

Section architecture

Janvier 2015

Table des matières

Préface	5
----------------	----------

Première Partie:

Le déchet: preuve d'une dérive économique, écologique et sociale

Histoire de l'homme et de son économie comme origine du déchet	13
---	-----------

De la préhistoire à la révolution industrielle	15
---	-----------

A la préhistoire	15
------------------	----

Dans l'antiquité	16
------------------	----

De la renaissance à la période pré industrielle	18
---	----

L'époque moderne	25
-------------------------	-----------

L'époque postmoderne	33
-----------------------------	-----------

Le début du 21ème siècle	41
---------------------------------	-----------

La leçon à tirer de cette évolution historique	51
---	-----------

Deuxième Partie:

Le déchet: outil d'une solution économique, écologique et sociale

Remarques préliminaires	63
--------------------------------	-----------

Proposition concrète directement intégrée au cycle de traitement du déchet existant.	67
---	-----------

Deux approches du problème s'affrontent	67
--	-----------

Comment améliorer la récolte et la valorisation de nos déchets ?	68
---	-----------

Comment intégrer les objectifs du mouvement alternatif pour la transition dans le cadre institutionnel ?	73
---	-----------

Quel rôle doit jouer l'architecture dans le cadre de cet te transition?	74
--	-----------

Propositions et intentions de mon futur projet	75
---	-----------

Bibliographie	81
----------------------	-----------

Préface

Au regard du tableau mis en annexe de ce travail, regroupant quelques courbes significatives de la situation mondiale au cours de ces cinq derniers siècles, aucun doute n'est permis quant au constat que nous vivons une période pour le moins perturbée. Et cela, dans tous les domaines.

Confrontée aujourd'hui à des enjeux climatiques et à un épuisement des ressources naturelles sans précédent, notre société n'a pris la mesure des risques et des dégâts que ses déchets pouvaient provoquer qu'assez récemment. Cette confrontation l'a contrainte à remplacer la connotation négative qu'elle avait depuis toujours attribuée à ses ordures (synonymes de laideur, de saleté et de puanteur), par une appréhension beaucoup plus positive à leur égard.

En effet, dès l'antiquité, l'homme a adopté une attitude d'indifférence envers ses déchets, accompagnée d'un profond sentiment de dégoût. Il n'est donc pas étonnant, qu'étymologiquement le mot « déchet » provienne du verbe « déchoir », et celui d'« ordure » du mot « orde » qui, en vieux français, veut dire « repoussant ».

« Est un déchet tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit, que son détenteur destine à l'abandon. »¹

Aujourd'hui, l'état de notre planète m'oblige à penser que le déchet ne devrait plus être perçu uniquement par sa nature, mais bien plus par l'intention de son détenteur de s'en débarrasser, car c'est son abandon qui transforme le déchet en un objet faisant partie intégrante de notre « bien commun » et c'est dans l'intérêt de tous que sa valeur mérite d'être reconsidérée. En ce sens, il est temps de ne plus le considérer uniquement comme quelque chose de nuisible ou de repoussant, mais bien plus comme un potentiel de production de biens consommables et profitables à tous.

Cette nouvelle perception positive du déchet au sein de la population me semble constituer la condition de base pour nous permettre d'encore mieux recycler et valoriser nos déchets à l'avenir. Malheureusement, elle ne peut être attribuée qu'aux types de déchets dits « valorisables », qu'ils soient inertes ou organiques. Ceux dits « non-valorisables » qui, nous le savons aujourd'hui, constituent une menace grandissante et peut-être bientôt irréversible pour notre écosystème, doivent être par contre pris en considération avec une immense méfiance. Ces déchets nuisibles qui n'ont pu être valorisés, comme par exemple les rejets dans l'air de gaz à effet de serre ou le stockage sous terre de manière définitive ou provisoire de résidus nucléaires, constituent un danger majeur pour l'avenir de notre planète².

Nous le savons, la consommation effrénée et sans égard des conséquences induites de notre civilisation a créé une production de déchets inédite. Cette accumulation inouïe d'objets jetés qui ne représente aujourd'hui plus uniquement, depuis l'avènement de notre société de consommation, les restes d'une économie de subsistance, nous a obligé de reconsidérer son traitement. Notre société a été contrainte d'intégrer dans son mode

¹ Article 1 de la loi du 15 juillet 1975

² Réchauffement climatique, pollution des eaux, des sols et de l'air, etc.

de fonctionnement l'organisation d'une chaîne de traitement pour les déchets. Nous essayons depuis peu de mieux récolter, trier, traiter et recycler les déchets avant de les incinérer ou d'enfouir sous terre les diverses matières qui les composent, car nous le savons aujourd'hui, les résidus de l'incinération des ordures sont polluants³.

La gestion des déchets est devenue de plus en plus efficace et sophistiquée. La plus grande partie des déchets « recyclables » a maintenant la possibilité de réintégrer à nouveau, sous forme de matière première, la chaîne de production. Elle est aujourd'hui devenue la source d'une nouvelle activité économique qui se montre de plus en plus rentable et dont les bénéfices devraient, selon moi, profiter à tous.

Ce développement positif a réussi à diminuer incontestablement bon nombre de problèmes, mais nous persistons cependant à produire une quantité toujours plus importante de déchets « non-recyclables » qui mettent en péril notre planète, et bien sûr, à long terme notre survie. Ce problème majeur constitue aujourd'hui un enjeu capital que notre société doit affronter dès maintenant. A l'heure actuelle, plusieurs constats alarmants nous montrent que nous ne pouvons plus nous contenter de vouloir adapter notre système économique et social afin de retarder l'échéance de ce nouveau défi.

Comme le dit Nicolas Hulot, à propos de Pierre Rabhi : *« Depuis longtemps, il a perçu les signes du désastre possible, il a observé et constaté l'irruption de plus en plus massive d'une crise inédite de la civilisation humaine, se manifestant par l'épuisement des ressources de la terre et la rupture des équilibres naturels, mais aussi par la déliquescence des consciences. »*

Selon moi, chaque conscience individuelle devrait s'échapper des pièges de la volonté de puissance égoïste qui nous pousse à consommer au-delà de nos besoins. Car c'est elle qui, en plus de ses conséquences matérielles et environnementales, a considérablement altéré les rapports entre les hommes.

« Par conscience, j'entends ce lieu intime où chaque être humain peut en toute liberté prendre la mesure de sa responsabilité à l'égard de la vie et définir ses engagements actifs que lui inspire une véritable éthique de vie pour lui-même, pour ses semblables, pour la nature et pour les générations à venir. » Pierre Rabhi

Nous constatons que le lien social, qui unissait les individus les uns aux autres sur la base de valeurs comme la solidarité, la compassion, le partage ou l'entraide a, avec le phénomène généralisé de l'individualisation de la société, une tendance à disparaître.

« L'individualisme disciplinaire et militant, héroïque et moralisant a été relayé par un individualisme à la carte, hédoniste et psychologique, faisant de l'accomplissement intime la fin principale des existences. » Gilles Lipovetsky

Gilles Lipovetsky en explique la cause de la manière suivante : *« Une crise de confiance envers les leaders politiques, un climat de pessimisme et de catastrophe imminente qui*

³ Les matériaux solides incombustibles, appelés « mâchefers » ou « scories », récupérés au niveau du four, peuvent concentrer des polluants comme les métaux lourds, qui sont susceptibles d'être relâchés sous l'action de l'eau. S'ils sont issus de l'incinération de déchets industriels, ils sont considérés comme des déchets dangereux.

expliquent le développement des stratégies narcissiques de survie », et ajoute plus loin : « Quand le futur apparaît menaçant et incertain, reste le repli sur le présent. »

L'évolution des consciences nécessaire à un changement de rapport entre l'homme et ses déchets ne pourra cependant s'opérer sans un changement global du rapport qu'entretient l'homme avec ses objets, avec ses semblable et avec son environnement, car **l'accumulation des déchets est un de ces constats alarmants parmi d'autres, un des nombreux signes d'un problème généralisé.**

Pour répondre à la problématique qu'elle révèle, je souhaite inscrire ce travail théorique, comme celui du projet d'architecture qui va suivre, dans la perspective d'un changement de nos modes de vie, de consommation, de relations envers nos objets, nous-mêmes, les autres et la nature. Afin d'y arriver, il m'a semblé indispensable de faire un retour préalable dans l'histoire, pour essayer de mieux comprendre les cheminements et les mécanismes qui nous ont conduit à la situation actuelle, qui me paraît tout à fait désastreuse.

Cet énoncé théorique aura donc pour objectifs :

- dans une première partie de montrer l'ancrage du déchet dans l'évolution de la société et de l'analyser dans une perspective historique pour découvrir les multiples enjeux qu'il représente pour les générations futures. Puis, d'analyser le défi auquel il nous confronte aujourd'hui, et enfin découvrir les pistes à suivre qui pourraient le relever dans l'avenir ;
- dans une seconde partie, de faire une proposition concrète d'amélioration du système directement intégrée au cycle de traitement du déchet déjà existant en ville de Lausanne.

Première Partie

L e d é c h e t : p r e u v e d ' u n e d é r i v e é c o n o m i q u e , é c o l o g i q u e e t s o c i a l e

« Ce n'est point que je sois convaincu par des arguments théoriques. En économie, non plus qu'en politique ou en stratégie, il n'existe, à mon sens, de vérité absolue. Mais il y a des circonstances. » Charles de Gaulle

« La pollution est l'ombre du progrès » Sylvain Tesson

L'Histoire de l'homme et de son économie comme origine du déchet

Faire l'historique chronologique uniquement qualitatif et quantitatif de l'accumulation et du traitement de nos déchets serait certainement très édifiant, cependant, suite à la diffusion du documentaire « Capitalisme », il m'a semblé préférable de m'intéresser plutôt aux divers développements historiques qui sont à l'origine de la production et de la nature des déchets. En reprenant les principales étapes du déroulement historique du système économique capitaliste, je vais tenter de les mettre en parallèle avec l'évolution des déchets.

En effet, l'histoire des déchets est indissociable de celle des hommes, puisqu'ils sont inhérents à toutes les activités humaines. Voilà pourquoi une analyse du passé devrait nous permettre de mieux comprendre les mécanismes qui les ont engendrés. Mais pour vraiment comprendre l'origine et l'évolution de la montagne de déchets qui nous menace aujourd'hui, constatons d'abord que **le taux de croissance des déchets suit exactement celui de la croissance de la consommation.**

Au fil du temps et des époques, l'évolution du système économique et les habitudes sociales ont directement influencé la production des déchets. Cela les rend donc particulièrement révélateurs du rapport que l'homme entretient avec l'environnement et explique bien les changements de comportement qu'il a été contraint d'adopter pour leur traitement.

C'est en essayant de cerner la nature du lien qui unit le mécanisme de production-consommation des biens à celui du traitement des déchets que nous pourrions comprendre l'évolution du déchet au cours de l'histoire. Dans ce but, je vais aborder cette analyse historique sous plusieurs angles, celui économique et industriel, social et politique et bien sûr environnemental.

De la préhistoire à la révolution industrielle

A la préhistoire

L'accord de l'homme avec la nature

La vie matérielle primitive était inscrite dans un processus d'autosuffisance et d'autoconsommation. Elle se déroulait donc de manière très locale, à l'échelle de l'individu, de la famille ou de petits groupes.

L'homme **chasseur cueilleur** de la préhistoire dépendait dans une très large mesure de la nature environnante. Il ne produisait que des déchets biodégradables qu'il abandonnait sur place. Son **nomadisme** lui évitait toute cohabitation avec ses restes.

L'homme préhistorique, dont les principales préoccupations étaient de se nourrir et de se protéger des intempéries, de ses ennemis ou des bêtes sauvages, a très tôt dû produire des **activités spécialisées** en fonction de son sexe ou de ses capacités particulières au sein de la famille ou du clan. Elles peuvent donc être déjà **considérées comme industrielles**.

Les plus anciens témoins de cette activité humaine sont des objets peu destructibles comme des outils et des armes taillées dans la pierre. Les témoins des techniques utilisant des matériaux végétaux ont bien sûr tous disparu.

Aux alentours de 7'000 ans avant J-C, la **naissance de l'agriculture** va provoquer la **sédentarisation des humains** qui se regroupent dans des villages. Les déchets qu'ils produisent, en quantité encore raisonnable à cette période, sont constitués essentiellement de restes d'origine végétale ou animale. Les déchets organiques étaient déjà utilisés comme matière fertilisante pour les cultures et les restes alimentaires nourrissaient les animaux domestiques. Tout ce qui pouvait être brûlé servait de source d'énergie pour se réchauffer et seul le peu de déchets restant, comme les carcasses, était enterré.

A l'âge du Bronze (de 1'800 à 700 avant J-C), on découvre les **premiers indices de recyclage d'objets usagés en métal**, qui étaient refondus pour produire la matière première nécessaire à la fabrication de nouveaux objets.

Puisque les déchets étaient tous biodégradables à court terme, nous pouvons considérer que, durant toute cette période d'économie rurale, la gestion des déchets a été celle de les valoriser et de les éliminer en les intégrant dans un « **cycle écologique naturel** ». Ce fonctionnement, qui ne représente aucune menace des écosystèmes, changera avec l'utilisation du feu. La découverte des possibilités offertes par le feu a permis les deux premiers grands progrès : la métallurgie à l'âge du bronze d'abord puis à celui du fer, et la poterie. Mais les matériaux, qui ont subi une transformation physico-chimique irréversible au cours d'une cuisson à température élevée, auront tous une durée de biodégradabilité bien plus longue.

Nous savons aujourd'hui que, déjà bien avant l'existence de la monnaie, l'homme s'est mis à produire plus de biens que pour ses besoins personnels en vue de pouvoir les échanger. La notion d'économie est donc déjà ancienne.

Dans les populations primitives, les échanges se fondaient non pas sur un marché au comptant du troc⁴ mais le plus souvent sur un marché du partage selon le **principe de « réciprocité »**⁵. Ce système de réciprocité prédominera dans la plupart des sociétés primitives et obligera chacun de ses membres de partager avec ceux qui constituent son cercle de relation, son clan, ou sa famille.

Avec sa **sédentarisation**, très vite l'homme a eu la **capacité de stocker**, soit le surplus de sa production, soit des biens de toutes sortes qu'il se mettra à accumuler en prévision de futurs échanges. Ces accumulations d'objets ont longtemps servi de monnaie d'échange sur un marché dont les transactions étaient autrefois comptabilisées sur des tablettes en terre cuite (comme par exemple en Mésopotamie). Mais pour accroître leur durabilité et faciliter le transport, elles ont progressivement été remplacées par des petites barres de métaux plus ou moins précieux.

Dans l'antiquité

Sous un régime féodal

Au cours de l'antiquité, les villages petit à petit deviennent des villes. Cette **urbanisation** croissante va, pour la première fois, provoquer une **rupture du cycle naturel** de l'élimination des déchets.

Les premiers graves **problèmes de salubrité et d'hygiène** apparaissent avec l'augmentation de la quantité de déchets provoquée par cette concentration de la population dans les espaces limités des villes. Ces habitants, de plus en plus nombreux, cohabitent étroitement avec leurs ordures puisqu'ils se contentent de les déverser dans les rues et les rivières.

A cette époque, les Grecs, en organisant les premières toilettes publiques et en exportant leurs déchets, et les Romains, en creusant les premières fosses hors des villes pour y déverser leurs ordures, ont été les premiers à s'intéresser au problème des déchets. Mais même si c'est durant l'antiquité que ces vrais précurseurs de la gestion des déchets organisent ces systèmes, ce ne sera qu'au début du Moyen-Age (environ à partir du 11ème siècle) que seront prises les premières vraies initiatives pour mieux gérer ces accumulations d'ordures dans les rues. Pour lutter contre les nuisances qu'elles provoquent et pour faciliter le nettoyage, on se mettra à **paver les rues** et à créer un **fossé au centre** de celles-ci.

Au 13ème siècle, on voit apparaître les toutes **premières réglementations** en France imposées par le gouvernement pour tenter d'assainir la situation. A Paris par exemple, le pavage et le nettoyage devant les habitations sont devenus obligatoires et l'interdiction d'abandonner ses déchets n'importe où devient formelle. Les premières **toilettes dans l'habitat** (avec un écoulement direct dans le ruisseau situé au centre de la rue) et l'organisation des premiers **lieux de dépose obligatoires** des déchets (appelés « trous punais ») se généralise.

⁴ Marché, échange que l'on règle immédiatement.

⁵ Le principe de « réciprocité » est un partage suivi d'une réciprocité, autrement dit : « je te donne ceci maintenant et lorsque tu auras quelque chose plus tard, tu me le rendras ».

Durant l'Antiquité, **l'économie toute entière était intégrée à la vie sociale**. En effet, la plupart des transactions économiques étaient régies par les règles d'une structure sociale⁶. A cette époque, le centre de **l'activité économique** ne se passait **pas dans le secteur privé**, mais bien plus dans le temple ou le palais du gouvernement. **Les intermédiaires** (fonctionnaires), qui organisaient et comptabilisaient les échanges, n'étaient pas directement intéressés aux bénéfices produits (contrairement aux courtiers actuels) et **étaient de simples salariés**.

A cette époque, les personnes endettées devaient payer une amende qui pouvait aller jusqu'à l'obligation de servitude envers les créanciers et éventuellement jusqu'à la perte de leurs terres et de leurs droits. Cependant, comme le **gouvernement** était à la fois **l'entrepreneur** et le **créancier principal**, lorsque les dettes envers un gouvernement devenaient insupportables, le peuple se soulevait et le renversait. A chaque changement de gouvernement ou de souverain, il y avait **l'annulation des dettes** et la restitution des terres confisquées. En d'autres termes, les soulèvements populaires permettaient la **restauration des moyens de production** au sein de l'économie comme ils étaient auparavant.

Vers 200 après J-C, Rome a été la première économie antique à ne pas pouvoir annuler les dettes, car elles étaient dues à des créanciers privés. C'est pourquoi à cette époque, plus de 1/4 de la population romaine en était réduite à l'esclavage ou à la servitude. Cette accumulation de dettes n'est certainement pas étrangère à la chute de l'empire deux siècles plus tard. En 410, la destruction de cette ville, qui avait conquis le monde, fut un bouleversement majeur de l'histoire.

Dès la fin de l'antiquité, grâce à l'utilisation nouvelle du **charbon comme combustible** et **l'usage généralisé du moulin** (permettant l'utilisation de la force de l'eau ou du vent), de nouvelles techniques, et avec elles de nouvelles industrialisations, se développent dans toute l'Europe, ce qui a permis une production d'objets de plus en plus importante.

Au cours des nombreuses guerres du Moyen-âge, la nécessité de produire en très grande quantité des armes et des armures a stimulé fortement ce développement. La construction des châteaux forts et des cathédrales de l'époque mobilisait sur des grands chantiers des centaines de travailleurs. Par ailleurs, la production manuelle de parchemins a favorisé la transmission et l'échange du savoir et des idées à l'étranger.

Malheureusement, en plus des nombreuses **guerres féodales** qui éclatent partout, de graves **épidémies** de peste, de choléra ou de coqueluche ravagent la plupart des cités européennes. Même si dès 1343 en France, pour lutter contre les odeurs qu'on pensait à l'époque être le seul vecteur de ces épidémies, on procède à la **couverture des fossés d'évacuation** situés au centre des rues, jusqu'au début de la renaissance, la population des villes continuera à jeter ses déchets dans les rues et ce seront les cochons et les chiens, en se nourrissant des restes alimentaires, qui feront office de voirie.

⁶ Que ce soit chez nous par l'église ou les autorités, ou dans les sociétés tribales par les normes élaborées par les liens de parenté et la coutume, partout l'économie était sous le contrôle de normes sociales et de règlements.

De la renaissance à la période pré - industrielle

Sous un régime de souveraineté

Du milieu du 14ème au 17ème siècle, la période de la renaissance marque un renouveau de l'artisanat. La construction de luxueuses résidences royales et princières remplace celle des châteaux forts. Les industries de l'armement et la production d'objets, de tapis et de vêtements de prestige se développent fortement. Les progrès des techniques militaires réalisés au cours de la guerre de 100 ans fragilisent soudainement la structure sociale qui avait prévalu jusque là.

Dans le système féodal, les seigneurs avaient des privilèges mais ils avaient en contre partie le devoir de protéger leurs sujets. Dès le 16ème siècle, le régime féodal s'est montré de plus en plus incapable d'assurer la protection de ces derniers contre les assauts d'armes de plus en plus efficaces, et cela, malgré des fortifications toujours plus imposantes. Ce constat peut expliquer le **remplacement du régime féodal par un régime de souveraineté** où le monarque contrôle son royaume grâce à une administration bien structurée. C'est précisément cette administration qui sera à l'origine des premières vraies mesures destinées à lutter contre l'accumulation et les dangers des déchets.

Après une **première réglementation** édictée en 1348 à Paris et restée sans effet, l'administration impose à la population une nouvelle ordonnance qui exige l'**évacuation des ordures** vers des endroits prévus, et ceci pour la première fois **sous peine d'amende**. Une fois de plus, malgré cette menace, aucune de ces mesures prises n'a réussi à se faire respecter par la population qui continuera sans scrupules de jeter ses déchets n'importe où.

Face à l'impuissance du pouvoir à faire appliquer ses règlements et à l'indifférence de la population, Louis XII est contraint de mettre en place, en 1506, le **premier service d'enlèvement** des déchets organisé par la royauté. Son financement par une taxe va cependant être très mal reçu par la population et cette initiative sera malheureusement rapidement abandonnée.

Pourtant, c'est au cours de la Renaissance que la toute **première forme de recyclage des déchets produits par les villes** prend place sous l'initiative des paysans qui évacuent pour la première fois les boues puantes, accumulées dans les fossés aux centres des rues, afin de fertiliser leurs champs. C'est également entre 1500 à 1530, qu'une nouvelle législation redéfinit la caractéristique même du déchet en le reléguant du domaine public à celui du privé. Avec la **première forme de domestication des ordures** par l'obligation d'une fosse à déchets dans chaque habitation, les déchets sont maintenus le plus possible hors de l'espace public jusqu'à leur ramassage. Mais face à la persistance des épidémies, ces améliorations dans la gestion des ordures ne seront pas suffisantes. L'administration impose alors des réglementations d'hygiène de plus en plus contraignantes obligeant le nettoyage fréquent des rues et interdisant tout élevage d'animaux dans celles-ci.

En 1550, en prenant conscience du risque de pollution des nappes phréatiques, l'autorité décide d'interdire les « puits punais » et le déversement des ordures dans les rues ou les rivières. Il s'agit là des **premières mesures de lutte contre la pollution**.

En 1666, pour la première fois, des heures de collecte de déchets sont données à la population de Paris, mais malgré toutes ces réglementations et les punitions toujours plus

lourdes pour ceux qui ne les respectent pas, les déchets continuent de s'entasser dans les rues.

Avec les chiffonniers qui, dès le 17^{ème} siècle, se mettent à récupérer les différentes matières contenues dans les déchets pour produire de nouveaux objets, les **premières filières artisanales et lucratives de recyclage** des matières provenant des déchets se mettent en place. Par exemple, les vieux tissus peuvent désormais servir à la fabrication de papier et la graisse des os bouillis à la fabrication de bougies.

A la renaissance, avec la **découverte de l'imprimerie** par Gutenberg vers 1450 et la **découverte des Amériques** par Christophe Colomb en 1492, on assiste à une véritable révolution de la société. Ces deux découvertes seront les **éléments fondateurs de la révolution scientifique et du système capitaliste** à venir.

Jusqu'au 13^{ème} siècle, la vision du monde en Occident était encore très restreinte. Même si la terre était déjà de forme ronde, elle contenait uniquement les terres émergées connues (c'est-à-dire l'Europe, l'Asie et l'Afrique). Cette perception erronée du monde sera complètement modifiée par les découvertes faites par les grands navigateurs.

Pour mener à bien ces découvertes il a fallu accumuler d'immenses connaissances nouvelles (en géographie, anthropologie, linguistique, sur les plantes, les animaux, le climat, etc.) qui ont engendré ce que l'on appellera plus tard, la **première révolution scientifique**. Malheureusement, la découverte du Nouveau Monde engendrera également d'**énormes dérives**, car aussitôt découvert, les Occidentaux vont s'empresse de le conquérir, de le coloniser, d'en piller les richesses et d'en exploiter les ressources.

« La guerre change radicalement de fonction puisque d'instrument d'équilibre ou de conservatisme social qu'elle était dans l'ordre primitif, elle devient un moyen de conquête, d'expansion ou de capture. Et c'est en se dissociant du code de la vengeance, en brisant la prééminence de l'échange avec les morts que la guerre peut s'ouvrir à l'espace de la domination. » Gilles Lipovetsky

Pourtant en Chine, à l'époque, l'idée de conquérir le monde de cette manière aurait certainement été considérée comme absurde. L'attitude adoptée par la Chine, qui était cependant très en avance dans le domaine de la navigation, n'était absolument pas la même parce-que les expéditions qu'elle menait relevaient d'une volonté de l'empereur et non d'initiatives privées comme ce fut le cas pour les occidentaux.

En Europe, le conquistador était un entrepreneur prêt à s'endetter énormément pour monter ses opérations. Le but de ses expéditions était donc d'en tirer le plus possible d'argent pour rembourser ses créanciers avant de pouvoir lui-même en tirer un profit. Les investisseurs privés, eux, ont très vite réalisé que les expéditions qui ont suivi celle de la découverte des Amériques leur offraient des **possibilités de rendement** de très loin supérieurs au montant de l'investissement initial. Ils étaient donc disposés à prêter des sommes considérables aux grands navigateurs de l'époque. Les conquistadors bénéficiaient donc toujours d'avantage de crédit, car même s'il y avait parfois des échecs, il suffisait que l'un d'entre eux réussisse pour que s'établissent de nouvelles colonies très profitables.

Ce serait donc la **relation particulière entre les prêteurs et les entrepreneurs** de cette époque en Occident qui expliquerait le dépeuplement et le pillage de continents entiers.

En tissant des liens étroits entre la découverte géographique, la colonisation et l'argent, l'Occident instaure une **nouvelle règle qui va être à l'origine du capitalisme et de l'endettement dans le monde.**

La conquête du Mexique en 1519 illustre bien cette nouvelle règle. L'or, qui n'avait pas une très grande valeur matérielle pour les Aztèques était par contre très important pour le conquistador espagnol Hernàn Cortes, car il lui permettait de rembourser les dettes énormes qu'il avait contractées avant son départ en expédition. Alors, une fois le but atteint, plutôt que de partager le butin avec ses soldats, il préféra récompenser leur bravoure en les nommant gouverneurs des provinces conquises, avec le droit d'en soutirer le plus d'argent possible pour une durée limitée de 10 ans.

Ce **droit d'exercer du pouvoir à la place d'être payé** fut la porte ouverte à tous les abus.

La relation entre les financiers (qui attendent un intérêt en retour de leur investissement) et les entrepreneurs (fortement endettés pour financer leur expédition) deviendra le fondement de notre système économique moderne.

La spirale d'investissements et de conquêtes, qui s'enclenche avec la découverte des Amériques par Christophe Colomb en 1492, va non seulement engendrer une avalanche de découvertes scientifiques, mais également ouvrir la porte à une économie capitaliste faite de crédits, d'investissements et de profits.

La montagne de minerais d'argent que les conquistadors espagnols ramènent d'Amérique latine va favoriser le **commerce international**.

En Chine, jusqu'au 16^{ème} siècle, l'économie se fondait sur une monnaie fiduciaire très instable⁷. Dès la découverte des Amériques par les Occidentaux, elle fut très vite remplacée par une **monnaie en argent**. L'adoption de cette monnaie a permis au commerce international de se développer très rapidement.

Alors qu'en Occident on passe d'une économie de marché⁸ au capitalisme⁹ parce que le capital prend partout une position prépondérante, en Chine par contre, on reste dans une économie de marché au sein de laquelle les producteurs bénéficient d'un marché libre¹⁰.

⁷ Le gouvernement imprimait des billets qui ne reposaient sur aucun métal précieux.

⁸ Dans une économie de marché, les échanges sont majoritairement réglés par un mécanisme où le prix, exprimant la relation entre rareté de l'offre et caractère illimité de la demande, varie de telle manière à plus ou moins équilibrer offre et demande. Le marché est donc une confrontation de l'offre et de la demande faite par les acteurs qui produisent une catégorie spécifique de bien et qui doivent fatalement échanger avec les autres pour se procurer les biens qu'il ne produit plus et ainsi satisfaire l'ensemble de ses besoins.

⁹ Le capitalisme ajoute un élément fondamental à l'économie de marché : le salariat, c'est-à-dire la vente et l'achat de la force de travail. Ainsi l'économie capitaliste est caractérisée par une relation sociale inégale entre ceux qui possèdent les moyens de production et ceux qui n'ont que leur savoir-faire et leur capacité de travail et qui sont contraints de l'échanger contre un salaire pour vivre. Cette relation sociale inégale de domination de l'employeur sur le salarié repose donc sur la propriété privée des moyens de production et permet l'appropriation de la plus value créée par le travail du salarié. En effet l'ouvrier produit une richesse supérieure à la valeur payée de son travail. La différence entre cette richesse et le salaire constitue le profit qui nourrit l'accumulation du capital. Il s'agit donc d'un système où l'échange commercial n'est plus que le support ou le prétexte de gains financiers.

¹⁰ Un libre marché est un marché dans lequel les transactions (prix, quantités, etc.) entre acheteurs et vendeurs sont déterminées seulement par leur consentement mutuel. Cela exclut l'intervention d'un tiers ou que l'une des parties obtienne le marché par contrainte ou tromperie.

Ils vendent eux-mêmes leurs produits sans être obligés de se mettre sous la coupe d'un créancier, qui grâce à son argent leur avance un salaire. Le marché chinois se développe donc sans intermédiaires, directement entre les petits producteurs.

Mais, si en Chine le libre marché mondial, alimenté par l'argent des Amériques, a encouragé les petits producteurs à devenir de plus en plus indépendants, en Grande Bretagne par contre, il les a ruinés.

Au 16ème siècle, en Grande Bretagne, nous assistons en effet à la disparition progressive des petits agriculteurs indépendants à cause des « **enclosures** ». Ce désir soudain des riches propriétaires terriens de faire respecter leur droit de propriété sur des terres, qui jusqu'alors étaient par la tradition gérées en commun, a eu des conséquences énormes. L'expulsion massive des petits agriculteurs vers les milieux urbains provoquera de nombreuses émeutes et révoltes.

Ces populations venues de la campagne, dépossédées et contraintes de se tourner vers l'artisanat pour survivre en zone urbaine où le taux de la mortalité est immense, vont fournir la **masse laborieuse du marché du travail**. De plus, en criminalisant la pauvreté et en punissant de plus en plus sévèrement ceux qui ne peuvent plus faire face à leur endettement, la Grande Bretagne va réussir à mettre ces êtres humains déracinés dans une situation de dépendance telle qu'on pourra les acheter et les vendre car ils seront **de moins en moins en mesure de contester les forces de l'économie**.

Au 17ème siècle, l'augmentation de la demande de biens de consommation stimule le progrès. Pour répondre à cette demande et pour contourner les normes corporatives¹¹ qui régissaient la production artisanale, on commence à créer les **premières entreprises artisanales**. Engagés par elles, les artisans indépendants deviennent des salariés.

Cette évolution du système économique qui, nous l'avons vu, a pour origine la découverte de l'argent et de l'or dans le Nouveau Monde, va non seulement bouleverser profondément la société en Grande Bretagne, mais également celle du monde entier. En effet, les entrepreneurs privés vont se mettre à reproduire ce modèle de fonctionnement partout (sauf en Chine) pour pouvoir bâtir de véritables empires économiques.

Jusqu'au 17ème siècle, toute la science avait été fondée sur l'idée que l'univers était une création de Dieu (Théocratie), mais dès le début de la Renaissance, le monde fait partie d'un tout ayant sa propre logique. On commence donc à démontrer que le monde naturel est un système hiérarchisé (royaume animal, végétal, minéral). On se met également à considérer que même la hiérarchie sociale n'est pas que le résultat de guerres ou de crises mais répond à des **lois naturelles**.

C'est dans ce courant de pensée, qu'au 18ème siècle, le philosophe et économiste écossais **Adam Smith** (1723-1790), qui est aujourd'hui souvent considéré comme le **père du capitalisme**, part à la recherche de lois susceptibles d'expliquer l'évolution historique de la société et de son économie. En publiant son livre intitulé « **La richesse des Nations** », il va tenter de démontrer que l'économie est régie par un ordre naturel. Pour cela, il va imaginer pour la première fois le **concept de flux circulaire entre producteurs et consommateurs**, en reprenant l'idée que ce mouvement circulaire de l'économie peut être assimilé à celui du flux du système sanguin du corps humain. En faisant aussi circuler

¹¹ Autrefois, les normes corporatives étaient des règles à suivre dans le cadre d'associations par corps de métier.

des flux, cette nouvelle conception de l'économie respecterait donc, elle aussi, un ordre naturel.

En 1776, en évoquant les principes de « l'intérêt personnel », de la « libre entreprise » et du « bien fondé de l'avidité », il va recommander de **laisser les gens libres d'acheter et de vendre entre eux**. Il règle l'éventualité d'inégalités ou d'injustices par son fameux concept de « **la main invisible** »¹².

Pour pouvoir mettre en place ces nouveaux principes, il prétend que cet **ordre naturel du libre marché** trouve ses origines dans l'inclination des hommes à pratiquer le troc. En prenant pour preuve les tribus sauvages récemment découvertes en Amérique, il va formuler l'idée que, puisque l'argent n'existait pas, l'économie s'organisait en pratiquant le troc, selon le principe « prends ceci et donne moi cela », c'est-à-dire une négociation suivie d'une conclusion d'un marché.

Pourtant, cette idée que le système du troc, qui exige une double coïncidence pour que la transaction puisse avoir lieu, c'est-à-dire celle de trouver quelqu'un qui veuille ce que j'ai et celle de trouver quelqu'un qui a ce que je veux, soit à l'origine de l'économie est aujourd'hui foncièrement remise en question.

Adam Smith a construit toute sa théorie économique hors de tout contexte social, culturel, moral ou religieux, en partant du faux principe que depuis toujours l'homme utilise le système du troc. Pourtant, *« Si l'on porte assez d'intérêt à quelqu'un - un voisin, un ami - pour souhaiter traiter avec lui de façon juste et honnête, on va inévitablement, se soucier suffisamment de cette personne pour prendre aussi en considération ses besoins, ses désirs et sa situation individuelle. Même si on échange un objet contre un autre, on présentera probablement la chose comme un cadeau. »* David Graeber

En réalité, personne n'a jamais pu prouver que le troc comme type de transaction organisait l'économie primitive et **la théorie du « principe de la réciprocité »**¹³ **contredit diamétralement la « théorie du troc »** proposée par Adam Smith. La démonstration est désormais faite que c'est **la notion de crédit et de dette** qui a structuré, dès le début des échanges, aussi bien nos économies que nos rapports sociaux, et non pas le troc.

De plus, le passage de l'économie du partage pratiquée par les sociétés primitives à l'économie de marché n'a certainement pas été réalisé par une évolution naturelle comme il le prétend. Aujourd'hui, il est difficile de croire, au regard des massacres, de l'asservissement et de l'esclavage de populations entières à la fin du 19ème siècle provoqués par le colonialisme et la loi du marché, que cette transition aie été faite par un ordre naturel des choses. En réalité, ce n'est certainement pas l'ordre naturel qui a créé le système capitaliste mais bien les acteurs mêmes de l'économie. Le mécanisme économique, qui va transformer progressivement chacun de nous en consommateur, a été mis en place par les grands négociants de l'époque. Le **processus de colonisation**, qui

¹² « La main invisible » est un concept inventé par Adam Smith évoquant l'idée que des actions, guidées uniquement par l'intérêt personnel de chacun, peuvent contribuer à la richesse et au bien de tous.

¹³ Principe selon lequel « Je te donne cela maintenant et lorsque tu auras quelque chose, tu me le rendras ». Il met en œuvre l'idée que « qui donne reçoit » et désigne le principe selon lequel les transactions de biens ou de services doivent correspondre à l'échange de valeurs à peu près équivalentes. Il s'agit d'un système d'échanges à travers lequel on se soutient mutuellement.

a permis aux pays d'Europe de fonder des colonies sur les territoires découverts, a été **développé par le secteur privé**. Les grandes sociétés de commerce se sont installées dans toutes les régions du monde et ce sont elles qui se sont mises à les gouverner.

Au 18^{ème} siècle, les riches marchands instaurent la pratique d'une **route commerciale triangulaire**. Ils importent des marchandises en Afrique, de là ils embarquent des esclaves qu'ils emmènent travailler pour eux dans le Nouveau Monde, et finalement reviennent en Europe en y ramenant des matières premières.

La naissance d'une **économie de marché mondialisée** trouvera son origine dans l'établissement de ce commerce triangulaire relevant principalement d'entreprises privées. Dès lors, le fonctionnement du commerce dans toute l'Europe se mettra à dépendre de plus en plus de l'esclavage et de l'exploitation des populations colonisées et spoliées de leurs richesses.

L'époque moderne

La production industrielle mécanisée

« Le productivisme aidant, les champs, après élimination des haies et bosquets, deviennent de vastes espaces dénudés pour une monoculture à la fois intensive et extensive. » Pierre Rabhi

Simultanément à la **mécanisation de l'agriculture**, le **développement de grandes manufactures** (d'armes, de papier, de tapisseries, de verre, etc.) va inaugurer l'**âge industriel**. L'industrialisation massive qui caractérise l'époque moderne va créer une profonde **rupture avec le passé** et modifiera en profondeur le fonctionnement de la société l'impliquant à plus produire et consommer.

La **première révolution industrielle (1780 à 1850)** s'installe d'abord en Angleterre et ne vient qu'ensuite en Europe. Le développement de nouvelles techniques liées à la force motrice, fournie par la vapeur et le charbon, va permettre aux machines **une production à grande échelle**.

Ivan Illich explique : *« l'émergence de nouvelles formes d'énergie et de pouvoir a changé le rapport que l'homme entretenait avec le temps. »*, il ajoute : *« L'usage de la montre se généralisa, et avec lui, l'idée du manque de temps. Le temps devint de l'argent. »*

Un nouvel état d'esprit se généralise en Occident, il s'agit maintenant à tout prix de *« gagner du temps, rétrécir l'espace, accroître l'énergie, multiplier les biens, oublier les normes naturelles, prolonger la durée de vie, remplacer les organismes vivants par des mécanismes qui les stimulent ou amplifient une fonction particulière »*.

Dans les grands ateliers, le processus de travail n'a plus rien à faire avec celui des petits artisans d'autrefois. Ivan Illich critique ce changement, car le développement des machines de l'ère industrielle a altéré le rapport entre l'homme et son outil.

« Cette passion capitaliste pour un ordre répétitif a miné l'équilibre qualitatif entre l'ouvrier et son outillage faible. » Ivan Illich

Même si l'idée de croissance indéfinie ne correspondait certainement pas à la mentalité traditionnelle des ouvriers¹⁴, ce changement d'outillage et d'organisation de travail va engendrer, dès le début de cette époque capitaliste, une **croissance en expansion constante**. Cette dernière va engendrer **une augmentation des déchets et des nuisances sur l'environnement**, mais à cette époque encore relativement raisonnable si on la compare à celle d'aujourd'hui.

« La civilisation industrielle se fonde sur la consommation énergétique donnant la civilisation de la combustion. L'énergie combustible devient alors la référence majeure et le facteur le plus déterminant de la prospérité. Le machinisme qu'elle induit donne naissance au principe de productivité. Les nations industrielles s'organisent alors autour de l'idéologie de la croissance indéfinie. » Pierre Rabhi

¹⁴ Ils préféreraient souvent une réduction de leur temps de travail à une augmentation de leur salaire.

Ce n'est que vers la fin du 18ème siècle que l'on se met à soupçonner les odeurs dégagées par les ordures d'être malsaines et donc dangereuses pour la santé. Cette suspicion va rendre les gens de plus en plus sensibles à une meilleure hygiène.

La nouvelle préoccupation suscitée par les risques que les odeurs des déchets peuvent représenter pour la santé publique va donner naissance à un **mouvement hygiéniste**. Mais les initiatives qui seront prises par ce dernier consisteront plus en une **lutte contre les odeurs** que contre les dangers réels que peuvent présenter les déchets eux-mêmes. Cependant, même si l'on peut mettre en doute l'efficacité des méthodes utilisées, le mouvement hygiéniste va marquer un nouveau tournant dans l'histoire du déchet en modifiant complètement le rapport qui nous unit à lui.

Jusqu'alors, les ordures n'avaient jamais été vraiment considérées comme une source d'insalubrité, mais plutôt comme un désagrément, une simple nuisance olfactive et visuelle. Ils seront désormais reconnus comme un véritable danger pour la santé.

Une **deuxième révolution industrielle (1850-1945)** va bouleverser à nouveau les modes de productions et les comportements sociaux. D'innombrables nouvelles inventions techniques seront rendues possible grâce à l'exploitation des **découvertes en électricité**. Cette nouvelle révolution technologique va permettre :

- le développement de **nouvelles formes de transport** (chemin de fer) **et de communication** (télégraphe, téléphone), ainsi qu'une **modification des matériaux** utilisés pour la fabrication des objets ;
- une **réorganisation des entreprises**, en modifiant d'une part leur structure même (l'atelier familiale qui devient une usine) et d'autre part l'organisation du travail (production de séries, minutage du travail, travail à la chaîne) sensé permettre une meilleure maîtrise des coûts ;
- l'apparition de **nouveaux modes de gestion du marché** avec : soit l'assimilation par des grandes compagnies de petites entreprises qui perdent toute indépendance (Trust), soit les alliances d'entreprises autonomes travaillant sur le même marché (Cartel).

Les grandes **découvertes en microbiologie** de Louis Pasteur en 1870 vont enfin faire le **lien entre l'hygiène publique et la santé** et sensibiliser la population à la notion de propreté. En découvrant que ce sont les micro-organismes qui prolifèrent dans les ordures qui transmettent les maladies, on réalise enfin que c'est leur diffusion qui représente le véritable risque pour la santé publique et non pas les odeurs.

Avec cette nouvelle connaissance de la source des risques de contamination, on se met maintenant à ne plus lutter uniquement contre les odeurs, mais également contre les ordures elles-mêmes. Dans l'imaginaire des populations, la peur du microbe s'installe et cette crainte va rapidement devenir une véritable **phobie collective du déchet**.

En transformant la propreté en une nécessité ou un devoir moral, cette crainte va être à l'origine des nombreuses améliorations dans les villes. Le mouvement hygiéniste modifie alors radicalement sa stratégie et ne se contente plus uniquement de supprimer les odeurs. Une loi va dès lors contraindre chaque maison située en zone urbaine de posséder une fosse à excréments particulière avec une obligation de vidanger et d'évacuer son contenu régulièrement dans des lieux spécifiques installés hors de la ville.

Alors que la distribution de l'eau potable commence à se réaliser partout en zone urbaine, les premiers **réseaux d'égouts enterrés**¹⁵ sous les villes se construisent pour l'évacuation des eaux sales et l'intervention d'égoutiers pour évacuer les boues s'organise. Dans le même temps, sous la pression des hygiénistes, **les paysans se voient interdire la récupération des boues des villes** pour fertiliser leurs champs. Ce gaspillage de ressources est, d'une certaine manière, une forme de **rupture du cycle naturel**.

En 1883, Eugène Poubelle ordonne à Paris le dépôt des ordures ménagères dans des **réipients avec couvercles** (que l'on nomme encore aujourd'hui par son nom) et rend le **tri obligatoire** en 3 catégories de déchets distinctes: les matières putrescibles, les papiers et les chiffons, le verre et la faïence.

La première vraie **mise en valeur commerciale du déchet** débutera lorsque les premiers centres de tri et de traitement couplés aux premières usines d'incinération seront construits vers 1890. Ces centres réceptionneront de manière officielle les déchets qui seront alors triés par des ouvriers pour être ensuite recyclés. Ils seront ainsi récupérés. La boue sera dorénavant vendue aux paysans et le reste incinéré dans de grands fours produisant de la vapeur et de l'électricité pour l'industrie.

L'émergence de ces usines de tri et d'incinération ainsi que l'industrialisation croissante provoqueront la progressive **disparition des divers petits métiers liés aux déchets** (chiffonniers, ferrailleurs et autres récupérateurs) qui s'exerçaient avant directement dans la rue.

Résultante d'un changement général engendré par le développement de nouvelles techniques de production, l'industrialisation de la société va avoir les caractéristiques suivantes :

- une **augmentation** et une **diversification des produits**, ainsi qu'une évolution des matières qui rendent le contenu des ordures de moins en moins propice à retourner à la terre ;
- une **spécialisation des métiers** et de toutes les tâches ;
- une **division du travail**¹⁶ pour augmenter la productivité ;
- une **accumulation du capital**, favorisée par le développement de l'actionnariat et l'investissement privé soutenus par celui des banques de dépôts.

Le principe de la division du travail va devenir un des éléments fondateur du développement de l'économie de marché capitaliste en rendant la **productivité indissociable du progrès économique**. Malheureusement, sa mise en place va avoir un coût humain énorme en se réalisant **au détriment des travailleurs**, qui vont dorénavant devoir travailler comme des machines et n'effectuer plus que des actions répétitives et abrutissantes.

« Ce n'est plus le travailleur qui contrôle la machine mais l'inverse » Ivan Illich

Le remplacement de la production artisanale par l'instauration du **travail à la chaîne** en usine va provoquer une profonde **modification du contexte social et relationnel du**

¹⁵ Ils étaient appelés jadis le « tout à l'égout », car on ne séparait pas encore les eaux pluviales des eaux usées.

¹⁶ En application du principe préconisé par Adam Smith.

travailleur, que se soit dans les rapports qu'il entretient avec ses collègues, avec ses outils ou avec la nature.

La **liberté de marché**, qui au premier abord peut sembler équitable (en donnant à chacun la liberté de vendre ou d'acheter) ne l'est en réalité pas, car dans les négociations entre petits et grands producteurs il y a toujours un **effet asymétrique du pouvoir** au moment de la formation du prix, le pouvoir d'une grande multinationale primera évidemment sur celui d'un petit producteur. En ignorant cette évidence, le système économique du libre marché va se construire en soutenant des valeurs fondées sur l'égoïsme, comme l'avidité de l'homme et l'intérêt personnel, en oubliant toutes les autres valeurs morales qu'il jugera secondaires.

Ainsi, à partir de la révolution française, c'est l'illusion capitaliste d'une égalité des droits face au marché qui prédominera. Au début de la Première Guerre mondiale, cette mystification sera contredite par le fait que 70% du patrimoine mondial est détenu par seulement 1% de la population.

En adoptant la théorie d'Adam Smith du marché libre, les gens étaient convaincus qu'avec le progrès, il serait possible d'augmenter la productivité et dans le même temps d'accroître la richesse du monde. Mais selon la pensée de l'économiste, cela sous-entendait aussi l'idée altruiste que tout le monde allait pouvoir en profiter ! Au départ, il avait créé le concept de « la main invisible » dans l'intention de conduire par magie l'humanité à agir selon l'intérêt commun. Dans les faits, ce concept ayant une volonté initiale parfaitement louable, va être détourné plus tard pour permettre toutes les dérives et justifier **l'usage de l'intérêt personnel au nom de l'intérêt commun**.

Cette logique d'un marché libre fondé sur l'avidité de ses acteurs sera développée par les deux économistes britanniques **David Ricardo** (1782-1823) et **Thomas Robert Malthus** (1766-1834), en délaissant toute réflexion sur la dimension éthique qu'elle représentait pour la société.

Les nouvelles **craintes du phénomène de surpopulation** durant les événements de la Révolution française en 1789 seront renforcées par ces deux économistes. A cette époque, les produits de la terre se partageaient entre les trois classes sociales suivantes: les propriétaires fonciers, les possesseurs de capitaux nécessaires à la culture de la terre et les travailleurs qui la cultivent. Ils vont formuler l'inquiétude que, sous la pression démographique, la capacité de production de nourriture devienne, un jour, insuffisante. Ce manque de produits alimentaires pourrait entraîner une hausse considérable du prix de la terre. Pour eux, un accroissement démesuré de la richesse des propriétaires fonciers, provoqué par des loyers de plus en plus élevés, doit être absolument évité car il se ferait nécessairement au détriment des détenteurs du capital.

Thomas Malthus ira même jusqu'à imaginer la solution du problème en se fondant sur la faim et les grandes révolutions. Celles-ci provoqueraient des hécatombes tellement graves qu'elles parviendraient à faire baisser la pression démographique et à retrouver un certain nouvel équilibre.

Face à leur crainte, **David Ricardo** va formuler une série de propositions qui visent à libérer le marché et les initiatives privées. Il développe deux théories:

- celle du **libre échange**, qu'il nommera « **l'avantage comparatif** ». Elle sera la porte ouverte à la libre concurrence car elle expose le principe suivant : « Si je fais

quelque chose mieux que toi et que tu fais autre chose mieux que moi, alors nous avons les deux tout intérêt à ouvrir notre échange. Je vais bénéficier de ton savoir faire, tu vas bénéficier du mien » ;

- celle de **la spécialisation** qui dit que, dans le cadre d'un échange, pour pouvoir profiter de l'avantage comparatif, il est préférable de produire le produit que l'on sait être le meilleur plutôt que de se diversifier avec des produits qui seront jugés moins bons.

« Les fermes de polyculture et d'élevage, organiquement constituées comme des systèmes intégrés, fondés sur la diversité interactive, cèdent la place à la spécialisation : céréalier, éleveur, arboriculteur, viticulteur, fleuriste, maraîcher, etc. » Pierre Rabhi

Ces deux théories sont basées sur les hypothèses:

- d'une part, qu'il n'y aurait pas de chômage, car les gens qui perdraient leur emploi dans les productions abandonnées retrouveraient automatiquement un emploi dans les productions renforcées par la spécialisation ;
- d'autre part, qu'il n'y aurait pas de mouvements de capitaux, c'est-à-dire qu'il n'y aurait pas d'exportation de technologies hors du pays dans le but de profiter d'une main-d'oeuvre moins chère.

Jusqu'à la fin du 19ème siècle, les travailleurs n'avaient pas le droit d'aller de ville en ville pour chercher du travail. Pour justifier son modèle économique, David Ricardo va instaurer **le principe de la liberté du travail et des salaires**. Il va donc non seulement proposer de supprimer cette interdiction, mais il va également soumettre les salaires, comme toute autre forme de contrat, à la **libre concurrence du marché**. Afin d'affranchir ce marché du travail libre de toutes contraintes légales, en Angleterre, on va en plus procéder à la **suppression de l'assistance aux plus démunis**.

C'est sur la base de cette notion de libre échange, fondée sur l'avantage comparatif et la spécialisation que la société britannique a été la première à devenir une vraie société de marché par la libération des terres, du travail et du capital. Progressivement, tous les grands pays colonisateurs vont, comme elle, partir en **croisade économique** pour créer des nouveaux marchés pour leurs propres produits. Ils vont imposer partout dans le monde, souvent par la force, ce marché du libre échange impérialiste. A nouveau, seule la Chine essaiera encore de résister mais sans véritable succès, puisque qu'elle sera contrainte de céder Hong Kong au nom du libre échange aux Britanniques et d'accueillir de nombreux comptoirs d'échanges internationaux tout le long de son territoire.

L'homme, devenu un **nouveau type de travailleur**, sera la main-d'oeuvre nécessaire au **nouveau système capitaliste mondialisé**. Sans plus aucune aide de l'état, il devra dorénavant se déplacer pour trouver du travail et son salaire sera déterminé par la loi du marché.

Cette logique d'un marché qui se fait le porte parole des intérêts privés, avant tout du secteur financier, va bientôt devoir se confronter à de nouvelles idées, qui elles, représenteront au contraire les intérêts nationaux de l'agriculture¹⁷ et de l'industrie.

¹⁷ Exemple des kolkhoses en Union soviétiques. Coopératives agricoles où les terres, le bétail, les outils et les produits sont mis en commun.

Au début du 19^{ème} siècle, **Karl Marx** (1818-1883)¹⁸ et **Friedrich Engels** (1820-1895)¹⁹, considérés comme les pères **fondateurs du communisme**, vont mettre en évidence les dangers de cette société capitaliste qui permet la concentration du capital dans les classes privilégiées.

Suite aux nombreuses révoltes populaires en Europe, ils publient en 1848 le « **Manifeste du parti communiste** » dans lequel ils se révoltent ensemble contre les conditions inhumaines et dégradantes imposées à une **classe ouvrière réduite à l'état de machine** par les grands industriels du système capitaliste en place. Ce manifeste **met en garde et sert d'avertissement** contre les dangers et les conséquences d'une mondialisation générale des économies et des cultures.

Les idées développées dans ce livre-manifeste serviront de programme à la grande **révolution bolchevique** de 1917 contre le Tsar de Russie, et inspireront aussi celui de la grande **révolte populaire en Chine** conduite **par Mao** contre l'empereur. Ces deux grandes révolutions vont être à l'origine de la construction de **nouveaux régimes sociaux collectivistes** appelés « les régimes communistes », qui s'opposeront au capitalisme mondial et ceci, jusqu'à la **chute du mur de Berlin** en 1991.

Même si ce premier ouvrage influencera plus tard le mouvement communiste, il serait faux d'attribuer à cette réflexion critique, qu'ont fait Marx et Engels du capitalisme dans ce manifeste, la responsabilité unique de tous les égarements et toutes les atrocités commises au nom d'un **totalitarisme d'Etat** sous la coupe de dictateurs comme Staline ou Mao plus tard.

Dans son second livre « **Le Capital** », publié en 1867, Karl Marx va étudier les marchandises et constater que si nous appliquons le système de marché capitaliste à la société, nous obtenons :

- d'une part, une **fétichisation des objets**, ce qui pour lui représente un obstacle au développement de toutes relations sociales. Cela par le fait que l'on achète des marchandises sans connaître le travail qui a été fourni pour les fabriquer et sur lesquelles rien ne nous indique pourquoi elles coûtent ce prix ;
- d'autre part, une **aliénation du rapport de l'ouvrier** à l'égard de son outil de travail et de l'objet qu'il produit. Le travail est mécanique et répétitif, il signifie qu'une simple étape dans la chaîne d'assemblage ;
- finalement, la **transformation du vivant en marchandise**, puisqu'en soumettant la vie aux lois du marché capitaliste, on la transforme en marchandise²⁰.

« Le mode pyramidal, inspiré du travail à la chaîne, a segmenté les tâches et les visions du monde. Or la vie est indivisible de nature. » Pierre Rabhi

Karl Marx fait également le constat qu'une **grande partie du capital est en réalité fictive**, parce qu'elle est composée uniquement de signes définissant les valeurs des biens. Ce sont ces signes qui servent de mesures communes pour l'échange (par exemple la valeur cotée en bourse). Ce capital fictif ne représente pas la valeur réelle des objets et est souvent un endettement qui s'accumule dans les institutions financières. Il représente donc un surplus monétaire non réel du système.

¹⁸ Economiste, philosophe, théoricien allemand, fils d'un avocat juif.

¹⁹ Philosophe et théoricien allemand, fils d'un riche industriel anglais.

²⁰ Exemple des manipulations de semences ou de gènes, qui transforment fondamentalement notre perception de la nature et de nous-même.

Pour obtenir un radical changement social et des idées, Karl Marx considère qu'il faut absolument changer le processus de production. Pour lui tout doit changer, les idées, les relations sociales, les institutions et le quotidien des ouvriers, dans un processus révolutionnaire permanent où tous les facteurs sociaux, économiques et humains doivent être pris en compte.

L'époque post - moderne

Une révolution technologique et numérique

Au cours du 20ème siècle, la démographie poursuit son ascension exponentielle. Les activités industrielles se développent comme jamais grâce à l'**utilisation de combustibles fossiles** et aux **découvertes dans le domaine de la physique nucléaire**. L'application de ces dernières va permettre le développement incroyable des techniques de l'information et de l'électronique. L'informatique, qui découle de l'électronique, va provoquer une véritable **révolution numérique**. Cette révolution va avoir des retombées dans tous les domaines de l'activité de l'homme, et bien sûr également sur la façon de gérer l'économie de marché.

Tous les secteurs industriels, afin de produire toujours plus de biens matériels, vont augmenter la consommation mondiale des ressources naturelles et engendrer une **pollution croissante** des sols, de l'atmosphère, des nappes phréatiques et des océans. Nous assistons également à une **croissance du volume de déchets** ménagers engendrée par l'**évolution de nos modes de vie**, fondés maintenant sur la consommation et le développement de l'économie.

Les produits industriels se spécialisent et remplacent progressivement les produits artisanaux. La diversité de l'offre augmente et tout le monde, orienté par une publicité de plus en plus omniprésente, va très vite se mettre à adopter les **produits jetables**. De plus en plus diversifiés et en quantité toujours croissante, ces produits ont malheureusement souvent des **composants toxiques**. Faits de nouveaux matériaux rendus possible par des technologies nouvelles, ces produits sont plus **difficilement recyclables ou biodégradables**.

Ce développement, progressivement généralisé de l'industrialisation et de la consommation de masse, va compliquer la gestion des déchets, en quantité désormais trop importante.

L'aggravation du problème de l'élimination de cette masse de déchets et de la pollution qu'elle provoque devient une préoccupation grandissante pour la société, qui va réagir de la manière suivante :

- par les **premières taxes de ramassage** et d'enlèvement des déchets en 1926, en partant du principe que les coûts engendrés devraient être supportés par toute la collectivité ;
- par une **modernisation progressive des diverses techniques de ramassage**²¹.

Il faut cependant souligner que ce ne sont que les villes qui profitent des nombreuses innovations techniques et de l'installation croissante d'usines d'incinération et de broyage qui se font dès 1920. En milieu rural, la collecte et le traitement des ordures sont encore quasiment inexistants.

Selon la prédiction d'autodestruction du système capitaliste qu'avait faite Marx, la **grave crise économique de 1929**, survenue à la bourse de New York, menace l'ensemble du système capitaliste d'effondrement. Elle sera suivie d'une grande **dépression économique mondiale**.

²¹ Bennes à ordures étanches et couvertes, bennes à compression, bennes à roulettes avec levage et basculement mécanique, etc.

Pour sortir de cette impasse, l'économiste autrichien **Joseph Schumpeter** (1883-1950) va émettre une nouvelle théorie économique qui prétendra que cette crise est excellente pour la société. Pour lui, il s'agit en fait d'un processus de mutation industrielle normal, au cours duquel un changement incessant détruit ce qui est ancien pour faire place à ce qui est nouveau. C'est l'idée que le capitalisme se renouvelle constamment de l'intérieur selon le **principe de la « destruction créatrice »**. Cette théorie va vanter le côté constructif d'un système capitaliste capable, par l'innovation, de détruire lui-même la valeur du capital passé, mais en oubliant cependant complètement son côté également destructeur en termes de perte sociale et humaine.

Dès la Seconde Guerre mondiale, un grand **débat d'idées** sur la façon de sauver le fonctionnement d'un système économique défaillant va s'instaurer en confrontant :

- d'une part **les idées « libéralistes »** défendues par l'économiste autrichien **Friedrich Hayek** (1899-1992)²², qui prônent le monétarisme²³ et l'intervention minimale de l'état. Il pense que c'est justement l'abandon du principe de libre marché qui a conduit à l'émergence de dictatures dans certains pays européens, conduisant des populations entières à l'asservissement ;
- d'autre part **les idées plus « socialistes »** du britannique **John Maynard Keynes** (1883-1946). Il pense, au contraire, que ce fût précisément le déclin de l'activité économique et la très forte augmentation du chômage, provoqués par le grand effondrement d'un marché non-régulé de 1929, qui ont conduit des populations entières à se tourner vers la dictature du fascisme (Espagne, Italie, etc.) et du nazisme (Allemagne, Autriche, etc.).

Friedrich Hayek reste persuadé qu'un système de prix, de propriété et de bénéfices, selon les principes du capitalisme, est incontournable, parce qu'il considère ce fonctionnement de l'économie comme le plus rationnel, efficace et équitable.

Pour défendre cette thèse, il va présenter les arguments suivants :

- le taux d'emploi dépend du pouvoir d'achat global ;
- l'augmentation de l'épargne par la population et les économies de dépenses par les gouvernements entraînent la récession en faisant baisser l'ensemble des dépenses du pays.

Considérant que la crise de 1929 avait été provoquée par une surproduction de capital qui a engendré une trop grande épargne de capitaux, il propose aux gouvernements la mise en place d'une **politique de non intervention** pour permettre une autorégulation du marché par une récession naturelle.

John Maynard Keynes, à l'opposé de Friedrich Hayek, constate que les dettes colossales, infligées par les alliés aux pays vaincus après la Première Guerre mondiale, ne seraient jamais remboursées et que cela représenterait un obstacle majeur pour la réalisation du maintien de la cohésion sociale et de la stabilité politique en Europe. Il propose une solution du problème diamétralement contraire. Convaincu qu'un système qui ne peut pas remplir ses objectifs est impossible, c'est à dire le remboursement de ces dettes gigantesques, il va recommander **l'intervention de l'Etat dans l'économie**. En effet pour

²² Cf. « la route de la servitude » publié en 1944

²³ Courant de pensée économique selon lequel les gouvernements doivent mener une politique monétaire stricte dans le but de limiter la quantité de monnaie en circulation.

lui, cette intervention ne représente pas un obstacle pour le marché, mais au contraire, elle est le seul moyen pour rendre l'économie de marché plus soucieuse du social et plus préoccupée par la misère des hommes.

A la fin de la Première Guerre mondiale (1914-1918), même si tout le monde peut admettre que l'application des idées « libéralistes » prônées par Hayek va réussir à limiter le déficit budgétaire d'un pays vaincu comme l'Allemagne, on constate que cela fût réalisé au prix d'une grande détresse sociale (appauvrissement des populations et inégalités croissantes).

Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945), les idées « libéralistes » de Hayek seront petit à petit oubliées en Europe où celles plus « socialistes » de Keynes prendront le dessus.

Contrairement à l'Europe, en Amérique la population issue de l'émigration a toujours eu l'habitude à ce que le travail et la libre entreprise soient fortement récompensés. C'est la raison principale pourquoi, là-bas, un libre marché sans régulations et avec un minimum de restrictions administratives va continuer à régner. C'est donc en Amérique, dès 1947, que Friedrich Hayek trouvera un allié en l'économiste américain **Milton Friedman** (1912-2006). Ils s'efforceront dorénavant ensemble de combattre les théories de John Maynard Keynes.

Pour Milton Friedman²⁴, la réalisation d'une société harmonieuse et d'une répartition des richesses égalitaire passe obligatoirement par la **liberté d'entreprise**, ainsi que par un **marché le plus libre et le plus concurrentiel possible**. Considérant le gouvernement comme inefficace et gaspilleur, il refuse catégoriquement son intervention dans l'organisation de l'économie et considère toute intervention comme un obstacle à la croissance.

En Europe, d'une manière générale, durant toute la période qui a suivi la guerre et que l'on nomme souvent « **les 30 glorieuses** » (1945-1973), on assiste à nouveau à une reprise en main de la politique du marché libre par les gouvernements à travers l'application d'idées plus socialistes prônées Keynes.

Cette **période de grande croissance économique** (4 à 5% par an) a permis aux pouvoirs publics de mettre en place un système de protection sociale²⁵, accompagné d'une régulation générale des marchés financiers et des entreprises. Par exemple au Japon, pays complètement détruit par la guerre, c'est la **nationalisation des usines de production** qui va permettre de réaliser la reconstruction²⁶ de cette nation.

Le taux de croissance élevé qu'a connu cette période d'après-guerre donnera l'illusion qu'on avait enfin réussi à domestiquer le système capitaliste.

Dès la fin de la deuxième guerre mondiale, cette croissance économique élevée va provoquer de profondes mutations des modes de vie et bien entendu aussi des modes de consommation. Celles-ci vont entraîner une significative augmentation des déchets. Au cours de cette période, ces derniers seront révélateurs d'une industrialisation en plein

²⁴ Cf. livre de Milton Friedman « Liberté du choix » publié à Chicago en 1980.

²⁵ Congés payés, sécurité sociale, etc.

²⁶ C'est grâce à l'exportation des voitures produites par l'Etat que le Japon a pu importer des devises étrangères qui lui ont permis de reconstruire son économie.

essor et de la transformation du rapport que l'homme entretient avec son environnement. Fasciné par la réussite de cette croissance soutenue par des progrès technologiques sans précédent, **l'homme consomme, jette et pollue de plus en plus**, jusqu'à l'épuisement de certaines ressources.

Avec l'idée de faire participer toutes les nations à l'accroissement des richesses globales et d'augmenter les chances de paix politique, sous la pression américaine, on crée en 1944 l'**organisation d'un Fond Monétaire International (FMI)** pour la **promotion du libre échange comme facteur de croissance**²⁷.

Les pays devenus indépendants suite à la **période de décolonisation** des années **1950-60**, et que l'on appellera plus tard « **pays en voie de développement** », ont commencé à avoir des perspectives de croissance importantes. Pour pouvoir les développer, ils vont demander de l'aide au FMI pour financer les investissements dont ils avaient besoin.

Ces pays vont être en réalité les **victimes du libre échange en s'endettant fortement** auprès de cette institution. En effet, tous les prêts qui leur seront accordés par le FMI auront comme condition prioritaire l'**obligation d'ouvrir leur économie au libre marché**.

« Apparaît la notion de développement, non dans le sens de réduire les excès des uns pour permettre aux autres d'être pourvus, mais d'inviter impérativement les nations dites « attardées » à hausser leur niveau pour devenir elles aussi prospères et contribuer ainsi au progrès par l'élévation de la production/consommation » Pierre Rabhi

En leur imposant le système du libre échange mondial fondé sur la concurrence, ces pays encore pauvres ont été contraints d'ouvrir leur marché au pillage de leur économie par les grandes firmes internationales²⁸.

« Le développement des nations pauvres donne alors un prétexte moral et altruiste pour finalement accéder à leurs énormes ressources. » Pierre Rabhi

En d'autres termes, en mettant des pays pauvres face à des pays riches, **le FMI a créé de l'inégalité en libéralisant les économies** de ces pays en voie de développement. Ils ont souvent été soumis à la contrainte de vendre leurs industries à des investisseurs privés étrangers pour pouvoir se reconstruire.

Dans les pays ainsi ouverts au marché libre, cette main mise sur l'économie locale par des étrangers a eu, en général, des résultats économiques et sociaux infiniment supérieurs à ceux qui ne l'ont pas eue²⁹. Mais ce constat ne doit cependant pas justifier l'illusion, propagée par le FMI et par le libre marché du capitalisme, que « tous les pays sont égaux en droits face au marché », car en réalité, cette libéralisation du marché a aussi souvent empêché un développement humain, social et politique harmonieux dans les pays pauvres.

Avec « l'aide » du FMI, le système économique du libre marché, livré à lui-même, est sensé s'autoréguler par une « main invisible », plutôt que par l'intervention de l'état³⁰. Cette idée de « main invisible » va rapidement fleurir partout dans le monde sans pour

²⁷ Selon les préceptes émis par l'économiste britannique David Ricardo.

²⁸ Exploitation des minerais, du pétrole, de la main d'œuvre, etc.

²⁹ Un bon exemple est celui de la Corée du Nord/Corée du Sud.

³⁰ Selon les prévisions d'Adam Smith.

autant régler les problèmes. Seuls les régimes communistes (URSS et la Chine) vont résister à ce système du marché libre et vont mener une longue période de « **guerre froide** » avec les pays capitalistes.

Dès 1960, alors que la mondialisation du libre marché auquel tout le monde veut accéder bat son plein, c'est le Club de Rome³¹ qui, pour la première fois, prend conscience du fossé des inégalités et des risques que la société industrielle et ce marché libre font courir à notre planète. Il lance des avertissements à la communauté internationale qui se font de plus en plus entendre, par des appels en faveur de la décroissance et pour une prise en compte du capital naturel dans l'économie.

En **1968**, éclate à Paris la **première grande révolte** de la jeunesse et du monde ouvrier **en réaction contre l'idéologie de la croissance et de la consommation** et bien sûr, contre les guerres (Algérie, Vietnam) et les inégalités qu'elles engendrent. Cette contestation va s'étendre dans toute l'Europe.

L'émergence de **mouvements contestataires**, comme celui des Hippies ou des néo-ruraux, qui en découlent, va essayer de développer de **nouveaux modes de vies**. Malheureusement, toutes ces **expériences alternatives** sont restées très marginales et ont assez vite disparu, incapables de lutter contre la pression du courant dominant³².

En **1970**, soutenus par ce nouveau courant de pensée alternatif, les partisans de la défense de l'environnement obtiennent la mise en application des **grandes lois sur la gestion des déchets en zones rurales** et le **recyclage est remis au goût du jour**.

De plus en plus consciente des problèmes environnementaux grandissants, dont fait évidemment partie celui de nos déchets, nous assistons lentement au sein même des sociétés industrialisées, à la naissance d'une nouvelle **évolution des mentalités**. Elle mènera à une **nouvelle sensibilisation** envers tous les produits consommables issus du recyclage ou non³³.

La **fin de la période des « 30 glorieuses »** va être marquée par un **nouveau déclin de l'économie** en Angleterre et aux Etats-Unis. Cette nouvelle crise économique alimentera une grande méfiance envers la toujours plus forte ingérence du pouvoir de contrôle de l'économie par l'Etat, désormais perçu comme le principal obstacle à la croissance.

La fragilité de l'ensemble du système économique mis en place à cette période ne sera vraiment révélée qu'**entre 1971 et 1973** avec la **crise mondiale du pétrole**. Même si les gouvernements arrivent à sauver momentanément les marchés financiers (politiques monétaires restrictives et taux d'intérêts élevés), une remise en cause politique de l'intervention de l'Etat dans l'économie semble maintenant inévitable.

Comme si l'on avait pas tiré la leçon de la période économique déréglementée qui avait conduit à la première guerre mondiale, la vision libérale (Friedman et Hayek) sur

³¹ Le Club de Rome est un groupe de réflexion réunissant des scientifiques, des économistes, des fonctionnaires nationaux et internationaux, ainsi que des industriels de 53 pays, préoccupés des problèmes complexes auxquels doivent faire face toutes les sociétés, tant industrialisées qu'en développement. Le Club de Rome se fit connaître mondialement en 1972 par son premier rapport « The Limits to Growth ».

³² Seul exemple rescapé de cette période en Suisse : le réseau alternatif de coopératives agricoles de Longo Mai.

³³ Exemple : apparition des logos indicatifs de recyclage, du contenu ou de la provenance de l'objet, etc.

l'économie est de retour, alors que celle restrictive (Keynes), qui est perçue comme trop rigide et limitative, s'efface progressivement.

Le rattrapage économique, au cours des « 30 glorieuses », des pays européens qui avaient été détruits au cours de la Deuxième Guerre mondiale³⁴ commence maintenant à concurrencer sérieusement l'économie des pays anglo-saxons³⁵, qui connaissent une activité économique en baisse (inflation, conflits sociaux, etc.) et une forte chute des profits pour les investisseurs.

Entre **1979 et 1992**, nous assistons à l'émergence de **politiques néolibérales**³⁶, qui vont appliquer une **déréglementation des marchés** et la **privatisation des moyens de production**. Pour tenter de favoriser à nouveau l'épanouissement économique de ces pays, ces politiques vont non seulement mener à une déréglementation des marchés financiers et de la bourse ainsi qu'à un accroissement de la productivité, mais également à une **stagnation du revenu et du pouvoir d'achat des travailleurs**.

Entre 1975 et 1981, nous assistons à une mondialisation financière avec l'afflux massif de capitaux dans le marché mondial. Ces capitaux qui provenaient d'abord des revenus du pétrole³⁷, proviendront ensuite de l'URSS³⁸, et aujourd'hui de la Chine.

Entre 1981 et 1990, cette circulation des capitaux se généralise et se développe très rapidement grâce aux possibilités des nouvelles technologies de traitement instantané des données (Internet). La libre concurrence va inciter les grandes entreprises, toujours à la recherche d'une main d'oeuvre meilleure marché, à procéder à des **délocalisations d'usines à l'étranger**. Ces délocalisations permettent aux modes de production d'échapper aux réglementations de protection des travailleurs³⁹ jugées trop contraignantes, mais elles entraînent une **augmentation du taux de chômage** dans les pays délaissés.

Dès 1980, les médias révèlent de nombreux **scandales** liés à l'industrialisation⁴⁰ et à la gestion frauduleuse et nocive des déchets⁴¹. Ils vont enfin provoquer une **prise de conscience** du grand public des risques et des dégâts engendrés par tous ces déchets.

Deux événements majeurs vont marquer cette décennie des années 80 :

- La révélation des deux graves **accidents nucléaires**, celui de Three Mile Island aux Etats-Unis en 1979 et celui de Tchernobyl en 1986. Ces catastrophes vont intensifier la perception de la gravité des dangers nucléaires liés aux options prises par le monde industriel. Il ne s'agit plus maintenant de discrètes pollutions locales nuisant à quelques humains ou animaux, c'est cette fois-ci la planète entière qui est menacée ;
- La **chute du mur de Berlin** en 1989, suivi de l'**effondrement du régime totalitaire Russe** en 1990 (éclatement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques), laisse le **système capitaliste sans plus aucune rivalité**.

³⁴ France, Allemagne, Japon, Italie, etc.

³⁵ Angleterre, USA, Canada, etc.

³⁶ Ronald Reagan et George Herbert Bush aux USA, Margaret Thatcher et John Major en Angleterre.

³⁷ Les pétrodollars de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP).

³⁸ Après la chute du mur de Berlin marquant l'effondrement de l'Union Soviétique.

³⁹ Normes antipollution, interdiction du travail des enfants, limitation du temps de travail, etc.

⁴⁰ Les marées noires, les atteintes aux paysages, pollution de l'eau, de l'air, etc.

⁴¹ ALU SUISSE en Valais, SEVESO en Italie, BOPAL en Inde, etc.

Une nouvelle période, caractérisée par une foi démesurée dans la capacité d'autorégulation du libre marché et de la libre concurrence, va commencer.

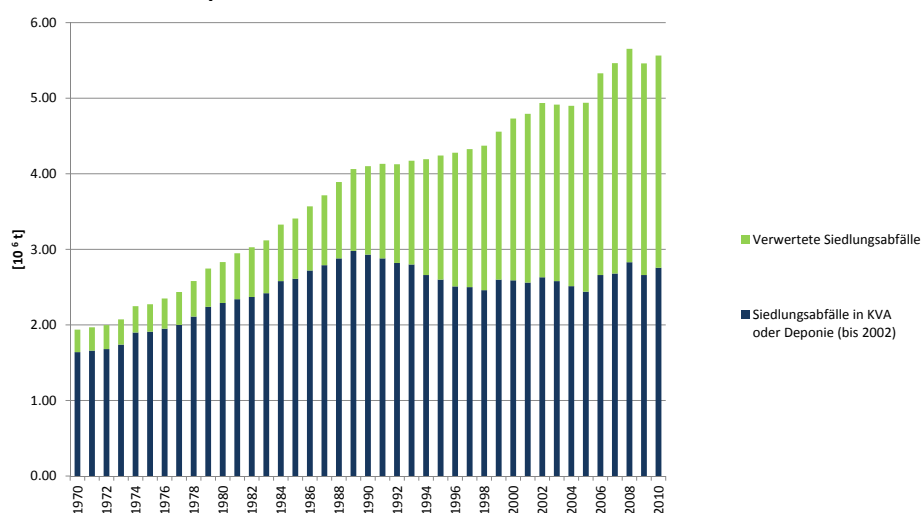
Dès 1990, les gouvernements des pays développés doivent enfin prendre la mesure du réel danger des déchets. Ils imposent des **nouvelles lois de recyclage et de traitement des déchets** utilisant des techniques toujours plus performantes (interdiction de mise en décharge et obligation de créer des centres de collecte).

Dans les pays en voie de développement par contre, c'est malheureusement toujours un système de récupération informel, organisé par les pauvres, qui est en place. Dans ces pays, faute de moyens techniques, seule une partie infime des déchets peut être recyclée. Simultanément, et ce qui est bien plus grave, ces pays pauvres réceptionnent des déchets toxiques provenant de pays industrialisés. Ces **exportations de déchets toxiques** sont moins coûteuses pour ces derniers que de se soumettre aux règlements de traitement obligatoires jugés trop contraignants. Par contre chez eux, pour faciliter le travail de recyclage et l'industrialisation du traitement des déchets par le monde industrielle, les lois vont de plus en plus encourager le recyclage par une récupération sélective des déchets contraignante pour le consommateur.

L'instauration de politiques, intégrant un **traitement sélectif** et une **valorisation énergétique** de nos déchets, va diminuer le recours à l'incinération. Une **stabilisation de la quantité des déchets incinérés** va être possible grâce à une organisation de tri sélectif de plus en plus efficace au sein des populations.

La valorisation préalable à l'incinération de la matière contenue dans les déchets a certes contribué à stabiliser le volume de déchets incinérés, mais elle est toutefois restée insuffisante. En effet, l'intégration de composites et d'éléments toxiques dans la composition des objets a rendu cette matière à valoriser de plus en plus complexe.

Déchets urbains: quantités valorisées et non valorisées 1970 - 2010



Légendes du graphique
Déchets urbains valorisés
Déchets urbains incinérés en UIOM ou mis en décharge (jusqu'en 2002)

Office fédéral de l'environnement, 2011

La **quantité globale des déchets**, recyclables ou non, est **encore en augmentation** et reste donc toujours aussi préoccupante.

Le début du 21^{ème} siècle

Prémises d'une ère de transition

Pour faire face à la menace environnementale que cette surabondance de déchets représente, parallèlement au durcissement des normes restrictives contre les émissions polluantes de l'air, de **nouvelles méthodes de traitement** de plus en plus performantes se mettent en place pour la gestion des **déchets solides** selon les quatre principes suivants :

- **réduire** la quantité des objets susceptibles de finir en déchets (par exemple les emballages) ;
- **réutiliser** les produits usagés pour un nouvel usage identique ou différent⁴² ;
- **recycler**, en collectant les matériaux de divers déchets, et en les traitant ensuite pour les réutiliser comme matière première dans le cycle de fabrication ;
- **valoriser**. Avant l'élimination définitive de ce qui reste, la valorisation permet d'exploiter les déchets qui n'ont pas pu être traités par les deux principes précédents pour produire de l'énergie⁴³.

La gestion des **déchets spéciaux, liquide ou gazeux** va être, elle, dorénavant faite selon les trois méthodes suivantes:

- par des **réglementations anti-pollution sévères** (obligation de catalyseurs, filtres, interdiction des feux, etc.) ;
- par des **filières spéciales d'élimination** définitive (usines de traitement) ou provisoire (déchets nucléaires) ;
- par des **réglementations de protection des eaux** efficaces (stations d'épuration et de traitement des eaux, réseaux séparatifs, etc.).

Toutes ces initiatives prises au niveau politique ont certes amélioré la situation des déchets, mais elles ne remettent pas fondamentalement en question l'origine même de cette surabondance de déchets. Pourtant conscients de la menace que fait peser sur la planète cette surabondance de déchets, ces louables nouveaux principes de recyclage et de revalorisation ne remettent en fait jamais vraiment en question le mode de production du système économique qui la produit.

Au début de ce millénaire, il est regrettable de constater que le tri sélectif par le citoyen (de plus en plus contraignant), la commercialisation des matières récupérées (de plus en plus lucrative) et l'amélioration générale des techniques de traitement des déchets (de moins en moins polluantes) semblent avoir servi d'excuse et d'incitation pour un système économique en « panne de croissance » à produire encore et toujours plus.

Alors que du point de vue démographique, la population mondiale a triplé depuis la Deuxième Guerre mondiale, en ce début du 21^{ème} siècle nous assistons à de nouvelles évolutions :

- **l'économie des « pays émergents »**⁴⁴, moins soucieuse de l'environnement et jouissant d'une main d'oeuvre bien meilleure marché, **rattrape** rapidement, dans le cadre de la mondialisation du marché, **celle des pays industrialisés** ;

⁴² La réutilisation consiste à conserver un produit en fin de vie et à le remettre en état d'être utilisé. La pratique du réemploi est largement soutenue par le réseau de ressourceries.

⁴³ En enfouissant les déchets organiques et en utilisant les biogaz générés pour produire de l'énergie, en compostant les déchets organiques pour renouveler et enrichir les sols, en incinérant les déchets à forte valeur énergétique (bois par exemple) pour produire de l'énergie.

- **l'économie des pays industrialisés** connaît un **ralentissement de sa croissance** qui provoque une aggravation du taux de **chômage** et un accroissement de **l'endettement national** toujours plus inquiétants. Afin d'éviter la faillite et de retrouver du crédit pour stimuler l'économie du pays, on instaure des mesures d'austérité et de privatisation des biens publiques.

L'attentat du **World Trade Center** le 11 septembre 2001, le grand **Krach boursier** de 2001-2002 et l'éclatement de l'énorme bulle financière nommée la « **crise des Sub-primes** » américaine de 2007 à 2009, vont définitivement installer un doute et une **méfiance au sein de la société civile envers les institutions et le monde de la finance** qui régissent le système économique.

Sans les grandes **opérations de sauvetage** menées par l'Etat dans le but de sauver les banques, la violence de ces événements aurait pu conduire à l'effondrement de l'ensemble de l'économie mondiale.

La succession de **nombreux scandales boursiers et politiques** (malversations et détournements) et de **pratiques abusives** (inégalités salariales, évasions fiscales, paradis fiscaux, etc.) va encore plus confirmer au grand public la **fragilité du système économique** et de ses institutions financières.

De part leur charge symbolique et l'intensité des chocs psychologiques qu'ils provoqueront, **l'attentat du 11 Septembre 2001 à New York** et la **catastrophe de Fukushima** 10 ans après sont deux événements qui vont conduire à un changement des mentalités à l'échelle mondiale. Il induira une nouvelle **prise de conscience de la gravité de la situation**.

La catastrophe nucléaire de Fukushima en 2011 va mettre encore plus en évidence les menaces que cette croissance effrénée représente pour notre planète et va faire naître enfin une **volonté politique en faveur de l'abandon du nucléaire** et son **remplacement par les énergies renouvelables**. De nombreux pays vont être contraints, sous la pression populaire, de renoncer à l'exploitation de l'énergie nucléaire, soit immédiatement comme ce fut le cas en Allemagne, soit dans une perspective future comme en Belgique, en Italie ou en Suisse. La France se montre aujourd'hui hésitante. Mais, alors que le monde politique tergiverse encore avec les industriels sur le calendrier des échéances à respecter pour le démantèlement et la décontamination des sites nucléaires, l'évidence de l'urgence n'est plus à démontrer aux populations.

« Aujourd'hui, les limites de la croissance sont mieux que jamais démontrées, les risques qui nous menacent n'ont jamais aussi bien été cernés, et l'urgence du défi qui nous attend est en général unanimement reconnu. Parallèlement les moyens techniques et scientifiques pour envisager des solutions existent plus que jamais. » (cf. Sobriété volontaire)

Des communautés, partout dans le monde s'organisent pour tendre vers un changement profond. Par exemple, certains villages népalais s'approchent de l'autosuffisance énergétique grâce au biogaz et à la micro-hydro-électricité. Au Brésil ou en Bavière, des banques communautaires et des monnaies locales modifient le rapport à l'argent. Quant au Bhoutan, il développe une politique publique révolutionnaire instaurant le concept du « Bonheur national brut » (BNB).

⁴⁴ Inde, Chine, Brésil, etc.

Cette nouvelle **volonté de changement des priorités** va aussi s'exprimer avec les grandes manifestations spontanées. En Espagne d'abord, avec le « **mouvement des Indignés** »⁴⁵, puis avec les nombreuses **révoltes du « printemps arabe »**⁴⁶. Toutes ces revendications témoignent du grand désespoir et de l'incompréhension d'une société civile qui se sent menacée et sont **l'expression d'une volonté populaire de changement** pour une vraie démocratie et une moralisation des institutions politiques et économiques. Elles s'insurgent contre les abus de pouvoir et la spéculation, dans l'intention de pouvoir enfin réaliser l'égalité des droits et des chances ainsi qu'une économie respectueuse durablement de l'environnement.

Dès 2009, contrairement à l'expression de cette demande populaire de changement, le monde politique va s'associer au monde financier pour tenter de **relancer la croissance** considérée comme la seule solution possible. En invoquant une fois de plus le concept de la « main invisible » d'Adam Smith, les **politiques néo-libérales** vont entreprendre une **lutte contre le contrôle de la vie économique par l'Etat**. Elles procéderont, à nouveau, à de grandes **dérégulations des marchés financiers**. Cette porte ouverte va donner à l'économie le droit de mener sa propre vie et d'étendre de plus en plus son emprise sur tous les aspects de la société. Progressivement, l'économie, en échappant aux règles sociales, va se mettre à commander nos actions, nos façons de travailler, de consommer et même de penser.

Par le constat d'une croissante **déconnection entre la vie économique capitaliste et la vie sociale**, l'opposition va remettre à nouveau en question les fondements mêmes du système économique capitaliste mis en place. En relançant le grand débat sur la manière de mener l'avenir de l'économie, ce mouvement contestataire va réactualiser les idées de l'économiste hongrois **Karl POLANYI** (1886-1964)⁴⁷. Celui-ci considérait comme utopique la foi aveugle apportée au système du libre échange autorégulé. Selon lui, le système économique devrait respecter les règles de l'ensemble de la société. Il souhaitait établir une sorte de socialisme démocratique où les **activités commerciales** seraient **soumises à une réglementation politique de la société**.

Dans sa vision économique, les marchés pourraient échanger et mettre en concurrence des produits matériels, mais ils ne devraient pas permettre la mise en concurrence des revenus du travail ni de ceux liés aux produits et au travail de la terre. Il aurait voulu que la prétendue autorégulation de l'économie de marché soit remplacée par des règles plus équilibrées de redistribution, de réciprocité et d'échange.

Karl Polanyi distinguait 3 sortes de marchandises fictives sur le marché :

- le travail (si on fait du travail fictif, la société s'effondre) ;
- la monnaie (elle est fictive si elle n'est que le signe de pouvoir d'achat) ;
- la nature (la terre n'est pas le produit de l'homme, penser la gérer par une mécanique de marché est une illusion).

⁴⁵ Le « mouvement des indignés » est un mouvement populaire non violent. Il est né sur la Puerta del Sol, en Espagne le 15 mai 2011, rassemblant des centaines de milliers de manifestants dans une centaine de villes. Ce mouvement se prolonge par divers modes d'action pacifistes jusqu'à aujourd'hui.

⁴⁶ Les révoltes du « printemps arabe » sont un ensemble de contestations populaires dans de nombreux pays du monde arabe. Outre le départ des dictateurs et l'instauration d'une démocratie, les manifestants exigent un partage des richesses qui leur assure de meilleures conditions de vie, des emplois, et la dignité.

⁴⁷ Exposées dans son livre « La grande transformation » écrit en 1944.

Pour lui, le défi était de réussir à réinsérer ces trois marchandises dans la société. Mais pour atteindre ce but, il fallait impérativement que l'économie repose sur la société et non l'inverse. L'objectif du système économique nouveau qu'il proposait n'était plus uniquement fondé sur le profit de l'individu, mais également et surtout, sur celui de la société toute entière.

« Il n'est plus le temps de contrôler l'économie et d'éviter à tout prix qu'elle ne colonise tous les autres aspects de la vie sociale. » Karl Polanyi

Cette controverse sur la manière de mener l'économie va lentement faire progresser les trois idées suivantes au sein de la conscience collective :

- **le système économique en place est intenable**, parce qu'il péjore nos relations sociales et nos rapports à l'environnement naturel ;
- **le devoir de l'autorité n'est plus d'accélérer une croissance**, parce qu'elle dilapide le bien commun au profit de l'intérêt individuel ;
- **il faut encourager le développement de nouvelles valeurs et de comportements collectifs**, parce qu'il est nécessaire de préserver le bien commun et d'éviter sa dilapidation au profit de l'intérêt individuel.

Pour l'économiste contemporain Thomas Piketty, aujourd'hui une chose est sûre : *« Tant que l'économie permettra au taux de rendement du capital de rester supérieur au taux de croissance de l'économie mondiale, nous ne pourrons pas créer dans l'avenir une dynamique vers l'équilibre ».*

En effet, un taux de rendement du capital plus élevé que celui de la croissance économique d'un pays (PIB) provoque une augmentation inévitable de la richesse de ceux qui détiennent le capital au détriment des autres.

Ivan Illich nous rappelle que *« l'argent était un moyen d'échange pour acheter le nécessaire et non un capital qui pût travailler ou porter ses fruits. Le prêt à intérêts était au départ condamné par l'église et considéré comme une pratique contre-nature. »*

Alors que la consommation d'énergies fossiles explose et que le dualisme entre l'économie et la société s'installe partout, une volonté de changement profond va naître avec l'apparition de nombreuses **nouvelles initiatives expérimentales**. Elles seront conduites le plus souvent à l'initiative d'une poignée d'individus hors de tout cadre institutionnel.

Ces nouveaux circuits économiques⁴⁸ exploitent les techniques de communication les plus modernes⁴⁹ et démontrent la nécessité actuelle d'introduire **une nouvelle ère de transition**. Ils prennent actuellement un essor considérable et sont soutenus massivement par la population, mais développés le plus souvent hors du contrôle de l'Etat, ils restent considérés comme marginaux par les institutions qui sous estiment leur ampleur

« L'histoire innove, dérive, titube. Elle change de rail, se dérouté : le contre-courant suscité par un courant se mêle au courant, et le déroutant, devient courant. » Edgar Morin

⁴⁸ Co-voiturage, services d'échanges libres, vente en vrac, système de monnaie locale, actions anti-gaspillages, circuit de production-distribution agricole de proximité, bio, commerce équitable, etc.

⁴⁹ Internet, réseaux sociaux, portables, etc.

Lors des **grandes conférences internationales de ce début de siècle** (celle de Rio d'abord en 2012⁵⁰ consacrée à « l'environnement et sa protection », et celles du G20⁵¹ ensuite pour discuter entre autres de « développement durable ou d'économie verte ») les responsables de l'économie mondiale vont se contenter de discuter sur les moyens et les progrès techniques à développer pour limiter les dégâts environnementaux, et leur objectif aura surtout été de favoriser la relance de la croissance mondiale.

Bien sûr, il devient indispensable et pressant de développer des nouvelles techniques, pour éviter le gaspillage des ressources, réduire l'accumulation des déchets et la consommation d'énergie, mais le temps n'est plus aux tergiversations. C'est impérativement maintenant, et au plus vite, qu'il nous faut sauvegarder durablement l'environnement. Nous ne pouvons plus nous contenter de freiner techniquement la destruction des écosystèmes pour repousser les échéances⁵².

Aborder le fond du problème et remettre en question un mode de vie qui provoque tant de dégâts et d'inégalités devient urgent et indispensable. Le mode de vie de la société matérialiste et consumériste, qui nous est imposé par un système économique obsédé par une croissance sans fin doit absolument changer, car son fonctionnement actuel se fait incontestablement au détriment de notre bien commun, la Terre

Un nouvel outil : « **l'empreinte écologique** »⁵³ nous permet aujourd'hui de calculer assez précisément l'impact de nos modes de vie sur l'environnement et confirme cette nécessité de le modifier. En 2007, l'empreinte écologique de l'humanité, estimée à 2,7 ha/Hab, dépassait déjà largement celle de la bio capacité disponible qui n'était, elle, que de 1.8 ha/Hab⁵⁴. Cela démontre bien que **notre capital commun naturel se dégrade** de manière alarmante. D'autre part, la répartition inégale des résultats du calcul de « l'empreinte écologique », selon les modes de vie en usage dans les diverses parties monde (USA : 9 ha/hab, Europe : 5 ha/Hab, Afghanistan : 1 ha/Hab), prouve bien que cette dégradation est directement **dépendante du mode vie adopté** par les populations concernées.

Durant toute la période du développement de l'ère industrielle, nous avons connu de profondes mutations des modes de vie, et donc des modes de consommation. Elles ont eu pour conséquence une **aggravation constante du problème des déchets**. Non seulement elles l'ont amplifié (augmentation exponentielle des quantités globales), mais elles l'ont également rendu plus difficile à traiter (nouvelles matières, compositions hétérogènes, etc.).

⁵⁰ Appelée Rio +20, elle est l'une des rencontres décennales des « sommets de la Terre » entre dirigeants mondiaux. Elle a réuni plus de 45 000 participants issus de 188 pays. Cette rencontre devait porter sur deux thèmes : « l'économie verte » dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté et le « cadre institutionnel du développement durable ». Cependant, des divergences apparemment insurmontables dans les négociations sont apparues sur les deux thèmes de la conférence.

⁵¹ Le Groupe des vingt (G20) est un groupe créé en 1999, après la succession de crises financières dans les années 1990. Il est composé de dix-neuf pays et de l'Union européenne dont les ministres, les chefs des banques centrales et les chefs d'États se réunissent régulièrement.

⁵² Cf. la difficulté des pays les plus polluants à signer les protocoles de ces grandes rencontres, report du démantèlement des usines nucléaires, etc.

⁵³ Il s'agit de la mesure de la surface biologiquement productive de la terre ou de la mer qu'il faut mobiliser pour répondre à la consommation d'un individu ou d'une société.

⁵⁴ Chiffres extraits du livre « Sobriété Volontaire ».

La pression d'une médiatisation, le plus souvent provoquée par la mouvance des milieux alternatifs, et des menaces que le problème des déchets fait peser sur la santé publique et l'environnement, va contraindre le monde politique et économique à inscrire de plus en plus la gestion du problème dans le cadre du principe du « **développement durable** »⁵⁵. Cette approche, qui nécessite un changement de nos modes de produire et de consommer, anime actuellement de plus en plus le débat public. Elle est déjà entrain de modifier les objectifs gouvernementaux en matière de gestion du traitement de nos déchets. Il ne s'agit plus d'orienter cette gestion uniquement sur une valorisation capable de fournir de la matière première, du travail, de l'énergie⁵⁶, et qui peut même parfois générer un certain profit pour l'industrie privée ou publique. Il s'agit désormais de mettre en place une stratégie ayant pour objectif la réduction des quantités de déchets et de leur niveau de nocivité dans une perspective durable.

Pour pouvoir répondre à cette nécessité d'intégrer la notion de développement durable dans le cadre de la gestion des déchets les autorités ont récemment fait appel à l'implication et à la **participation volontaire des usagers**, en mettant en place le nouveau dispositif du **tri sélectif**. L'instauration de cette obligation de trier en amont par celui qui produit le déchet (c'est-à-dire déjà au niveau de la population et des industries elles-mêmes) va tenter de répondre à la volonté croissante de respecter notre environnement. Jusqu'ici habitués à jeter leurs ordures sans se soucier de leur devenir, tous les acteurs de l'économie, sans exception, se sont vus contraints de changer leurs habitudes en triant leurs déchets.

Les notions de « développement » et de « durabilité », semblent cependant contradictoires. A l'heure actuelle, les partisans d'une décroissance soulignent cette contradiction en invoquant la finitude des ressources naturelles. Il serait nécessaire de s'intéresser d'avantage aux causes d'une telle production de déchets plutôt qu'aux conséquences que celle-ci aura. Tous les modes de traitement et les nouveaux dispositifs mis en place par les autorités sont concernés. Le problème du traitement des déchets doit s'inscrire aujourd'hui dans un contexte de changement climatique, d'épuisement des ressources naturelles et de pollution.

« La crise écologique, par exemple, est traitée superficiellement lorsqu'on ne souligne pas que la mise en place de dispositifs antipolluants n'aura d'effets que si elle s'accompagne d'une diminution de la production globale. » Ivan Illich

La constante augmentation de sensibilité environnementale au coeur de la société, provoquée par une médiatisation des risques efficace, est certainement à l'origine des excellents résultats obtenus ces dernières années. Grâce à cette implication directe de l'utilisateur dans le processus du traitement des déchets, le respect de ces nouvelles habitudes de tri sélectif (même si celles-ci se montrent de plus en plus contraignantes) permet aujourd'hui un acheminement beaucoup plus facile de nos déchets vers les bonnes filières de traitement. Pourtant, plusieurs signes risquent bien de mettre un frein à cet élan de bonne volonté participative de la société:

- **l'augmentation constante des quantités de déchets** malgré l'effort de trier ;

⁵⁵ Le développement durable est une conception du bien commun développée depuis la fin du xx^e siècle qui vise à prendre en compte, outre l'économie, les aspects environnementaux et sociaux qui sont liés à des enjeux de long terme.

⁵⁶ Depuis 2006 les usines d'incinération peuvent produire de l'électricité.

- **des normes de plus en plus dures** rendues indispensables pour pouvoir envisager la gestion des déchets dans le respect d'un développement durable ;
- **des coûts engendrés en hausse** continue par les traitements coûteux des nouveaux matériaux utilisés.
- **les taxes incitatives** (taxe au sac, amende, etc.) **et participatives** (impôt sur les ordures) en augmentation ;
- **la privatisation du traitement des déchets**, devenu techniquement beaucoup plus difficile et spécialisé suite à la complexification des matières à traiter.

Depuis peu de temps, nous constatons une certaine méfiance au sein de la population envers les institutions et les filières de traitement des déchets suite à des constats similaires aux suivants:

- En devenant une industrie comme les autres, le traitement des déchets (notre bien commun) génère des profits considérables pour le secteur privé, même si souvent l'Etat reste heureusement l'actionnaire privilégié.
- Le déchet recyclé, résultant du tri sélectif et qui a été transformé en une nouvelle ressource de matière première, semble représenter pour l'industrie un encouragement à produire toujours plus.
- Le constat qu'il faut envoyer en Allemagne nos bouteilles PET pour les découper avant de pouvoir les recycler. Les bouteilles PET suisses, soigneusement compactées puis refermées par nos soins, sont donc envoyées là-bas parce qu'elles portent leurs bouchons. Elles y sont découpées puis séparées de leurs culots afin d'être traitées séparément des bouchons qui sont d'une autre composition. Elles parcourent donc des centaines de kilomètres parce qu'elles ont été bouchonnées, dans un esprit de bonne volonté, pour améliorer le compactage.⁵⁷
- La poursuite de l'exigence du tri obligatoire par couleur du verre recyclable, alors que souvent, vu son abondance, ce dernier est utilisé pour faire des routes.
- L'illusion que les vêtements que nous destinons gracieusement pour aider les pauvres est entrain de disparaître. Nous savons maintenant que ces derniers sont en grande partie exportés à l'étranger pour profiter à un marché privé aux méthodes parfois mafieuses (vols des boîtes de récupération). Ce marché de nos vieux vêtements et chiffons, de plus en plus profitable, s'est établi à l'étranger parallèlement aux filières caritatives traditionnelles⁵⁸.
- L'aberration de l'accroissement des multiples interdictions de récupération des déchets délaissés, mais encore utilisables. Par exemple à Lausanne, pour lutter contre un marché clandestin du déchet, la ville a décidé dans un premier temps, de supprimer le système de ramassage traditionnel des « encombrants » dans la rue. Par la suite, elle a carrément interdit toute récupération d'objets jetés dans les lieux de collecte réglementaires. Cette interdiction stricte s'applique également aux employés de la ville responsables des déchetteries. Une exception existe : seuls les déchets pouvant être utiles à la ville peuvent être récupérés et remis en état de marche pour servir uniquement aux différents services publics^{59 60}.

⁵⁷ Information reçue du directeur de l'usine d'incinération Tridel.

⁵⁸ Caritas ou TexAid par exemple en Suisse.

⁵⁹ Exemple de deux scooters récemment remis en état pour devenir deux nouveaux véhicules de service pour les employés de la ville de Lausanne.

⁶⁰ Information reçue de l'un des responsables de la gestion des déchets de la ville de Lausanne.

- Les nombreux vols de déchets dans les lieux de collecte Lausannois. Ils découlent des interdictions de récupération des déchets énumérées précédemment et sont significatifs de la valeur potentielle de ce que l'on trouve dans les déchetteries. Ces vols sont déplorés par les responsables de ces lieux sous prétexte qu'ils nuisent aux profits générés par le traitement des déchets⁶¹ !

Même si les méthodes de gestion et les techniques de traitement des déchets se sont considérablement améliorées ces dernières années, toutes ces constatations sont significatives d'un certain illogisme. Au lieu de limiter les transports, l'accumulation des déchets et la pollution, ces constats ne favorisent ni la prolongation de l'usage des objets jetés, ni la lutte contre les quantités produites et incinérées.

⁶¹ Source : émission rts « de bien belles poubelles » où le responsable de la déchetterie de Malley rappelait que celle-ci rapportait 1/5^{ème} des coûts de l'exploitation.

La leçon à tirer de cette évolution historique

L'immense liberté donnée à l'économie de se gérer selon ses propres règles et la confiance faite en la prétendue capacité d'autorégulation du libre marché et de la libre concurrence nous ont conduit vers un accroissement des inégalités, de l'endettement et de la spéculation.

La privatisation et les procédés de traitement des déchets actuels semblent aujourd'hui plus relever de principes utilisés, comme nous l'avons vu, par les politiques néo-libérales du libre marché. Ces politiques continuent, par intérêt privé, à encourager un mode de consommation effréné et une croissance sans limite, au lieu de nous encourager à inverser ces tendances dans l'intérêt commun et de la sauvegarde de la planète.

« Pour favoriser une meilleure acceptation de ce phénomène au sein de la population, la notion du traitement des déchets a changé de connotation en passant de celle de « saleté » à faire disparaître le plus discrètement possible et aux moindres coûts, à celle de « risque » pour l'environnement à traiter dans des « centres techniques de valorisation énergétiques et d'enfouissement » privés, plutôt que dans « des incinérateurs et des décharges » gérés par le Service public. » (cf. la thèse d'Amélie Fiorello)

Le superflu et le gaspillage qui émanent de notre société de surconsommation ne sont plus justifiables face à la gravité des enjeux. Une grande partie de la population, soumise à une surabondance de produits soutenue par une publicité envahissante et par l'obsolescence programmée, s'en rend bien compte et s'exprime, par réaction, de plus en plus en faveur des initiatives alternatives visant à modifier notre mode de consommation⁶².

Les politiques publiques, qui sont parvenues à changer nos comportements en matière de collecte et de tri sélectif de nos déchets, ont bien fait la preuve de leur capacité d'infléchir certains aspects de nos comportements et modes de vie. Il faut donc que les responsables des institutions publiques perçoivent et s'inspirent de ces nouvelles tendances souhaitées par la majorité de la société civile. Un recours à des procédures informatives et participatives, afin de mieux sensibiliser la population sur la nécessité d'un changement dans sa manière de consommer, permettrait de développer une nouvelle mobilisation du public. Pour favoriser l'indispensable modification de nos modes de vie actuels, fondés essentiellement sur l'individualisme et le matérialisme, de nouveaux moyens de régulation doivent être mis en place par l'Etat.

L'action des autorités ne devrait dorénavant plus se contenter d'adresser des menaces au pauvre citoyen qui trie déjà consciencieusement ses déchets, mais elle devrait, au contraire, rendre le consommateur qui est en chacun de nous plus conscient de sa participation active, par son mode de vie, à la dégradation de la planète.

En continuant à penser que l'économie du libre marché peut se passer de fondements moraux, et que l'égoïsme individuel peut être la seule motivation des actions de l'humanité, on oublie de tenir compte des autres motivations, qui souvent, peuvent aussi régir les relations humaines. Sans une revalorisation de toutes ces valeurs⁶³, qui sous la

⁶² Refus de la publicité, honte de porter de la fourrure, soutien au bio et à l'économie locale, etc.

⁶³ L'éthique sociale, la solidarité, le partage, la responsabilité, la fidélité, etc.

pression d'une individualisation croissante de la société diminuent, le défi qui se pose ne pourra pas être relevé. Le vrai problème de nos déchets n'est pas que nous ne trions pas assez, mais bien celui que nous consommons trop de produits, et que souvent ceux-ci sont le résultat de mécanismes de fabrication néfastes⁶⁴.

Nous l'avons vu, le système économique actuel, qui profite aux détenteurs de capitaux et qui ne cesse de creuser les inégalités, entretient la frénésie folle avec laquelle l'homme consomme aujourd'hui. Le monde de la finance a envahi tout le domaine de l'économie humaine. En tenant les rennes d'un capital fictif, entretenu par ses mécanismes de crédit à la consommation, d'endettement public, d'offres sans limite, de publicité, de modes et d'obsolescence programmée, il va nous enfoncer toujours plus dans la crise et continuer d'altérer notre bien commun naturel, la Terre. La logique du système économique actuel est donc à reconsidérer.

« On se retrouve au 21ème siècle avec une réalité qui était celle du 19ème siècle et des siècles précédents, à savoir une croissance structurellement lente, un rendement du capital structurellement plus élevé que la croissance, et contrairement à ce que pensait Marx, ça ne va pas se résoudre tout seul. Il n'y aura pas de fin naturelle à ce processus économique. Il peut continuer indéfiniment. » Thomas Piketty

La période d'insécurité que nous vivons aujourd'hui est le signe que la crise économique que nous traversons s'est muée en une véritable crise politique⁶⁵.

Les propriétaires terriens, les banques, les assurances, les fonds d'investissements, etc., qui représentent le secteur financier de la société, ont pris entièrement le dessus sur tous les autres secteurs de l'économie. La perte de contrôle du marché économique par nos institutions nommées démocratiquement, au profit de ce monde de la finance, a été provoquée autant par l'opacité et la rapidité croissantes des marchés financiers que par ce que Piketty appelle « l'enchevêtrement des possessions croisées entre les pays ».

« Ces jeux de détentions croisées entre pays créent un sentiment de dépossession chez les populations, qui je pense est une des particularités les plus inquiétantes du capitalisme actuel. Et ce n'est pas qu'un sentiment de dépossession mais une réalité puisque chaque pays se retrouve détenu, enfin, les entreprises de chaque pays, l'immobilier de chaque pays, la dette publique de chaque pays est détenu à 50, 60 ou 70 % par d'autres pays. Alors, en fait, chacun détient l'autre, parfois sans s'en rendre compte. » Thomas Piketty

Comme jamais auparavant, nous sommes conscients des enjeux et des risques environnementaux que cela représente, mais sous la pression du monde de la finance, nous concentrons tous nos efforts politiques et économiques afin d'augmenter sans cesse la production, par conséquent la consommation et bien sûr, puisqu'elle en découle, la quantité de déchets.

Il faut déplorer aujourd'hui qu'aucune des initiatives politiques prises en matière de traitement des déchets n'a vraiment remis en question le véritable problème de leur accumulation. C'est bien une société au mode de consommation toujours plus frénétique, stimulée par une mécanique de production toujours plus performante, d'un système

⁶⁴ Exploitation abusive de la main d'œuvre, travail des enfants, la toxicité des composants, la pollution des modes de production, etc.

⁶⁵ Exemple avec la montée des extrémismes qui menace les fondements même de la démocratie, etc.

économique peu équitable, qui est à l'origine du problème de cette accumulation de déchets.

Le développement des diverses techniques récentes pour un meilleur traitement de nos déchets est digne d'être, bien sûr, encore plus perfectionné et encouragé, cependant, sous la condition qu'il s'inscrive dorénavant dans l'esprit de la mouvance sociétale alternative qui aspire à une nouvelle ère de transition. Le bénéfice, que ce processus de traitement peut produire, devrait être dorénavant considéré pleinement comme un bien commun et non comme le fruit d'une spéculation privée.

Il est de la responsabilité de la société civile d'imposer un modèle économique nouveau, de prospérité sans croissance, capable de préserver à long terme les écosystèmes.

Le superflu et le gaspillage de notre société ne sont plus soutenables, et la surabondance des produits provoquée sciemment à force de publicité et d'obsolescence programmée irresponsables doit cesser.

Pour y parvenir, il importe de changer avant tout la politique économique, qui, sous la forme que nous l'avons connue au 20ème siècle, a encouragé sans cesse une croissance sans limite. Cette forme de croissance n'est plus d'actualité, elle est belle et bien terminée. Nous ne connaissons plus jamais le niveau de croissance que nous avons connu, pour les trois raisons suivantes :

- l'augmentation du prix du pétrole (marque la fin de l'ère des énergies bon marché) ;
- le coût croissant des impacts des processus industriels (ex : changement climatique) ;
- notre dépendance extrême à la dette (qui sert à stimuler la croissance).

Pour engager la société vers un changement de ses comportements consuméristes et de son mode de vie matérialiste, il y a le besoin de placer enfin le monde industriel face aux conséquences sociales et environnementales de son activité. Un grand débat sur ce sujet devrait être mené, dès maintenant, par tous les acteurs, qu'ils soient politiques, administratifs, associatifs, ou économiques. L'opinion publique le réclame et les institutions mises en place se doivent de répondre à cette requête si elles veulent se donner un jour les moyens, par voie démocratique, de reprendre enfin la main sur cette économie livrée à elle-même, conduite par un monde de la finance virtuel de plus en plus avide et incontrôlable.

La chaîne de traitement du déchet, qui concerne et auquel participe déjà l'ensemble de la population, comme lieu d'ouverture, d'échange et de partage, me paraît tout à fait judicieuse pour instaurer ce débat. L'esprit convivial de rencontre et d'entraide, qui souvent se développe spontanément entre les usagers des déchetteries actuelles, peut être déjà considéré comme une prémisse encourageante.

Pour répondre à la prise de conscience d'une opinion collective, qui, par réaction, se tourne spontanément de plus en plus en faveur d'initiatives alternatives et de changements de modes de consommation, la notion de développement durable n'est plus suffisante en matière de traitement des déchets. Une remise en question plus profonde de l'ensemble de notre mode de consommation et de production est incontournable. Le problème des déchets ne peut plus aujourd'hui être abordé uniquement sous des aspects sanitaires, de coûts ou de risques environnementaux. Il faut réussir à intégrer son traitement dans le cadre beaucoup plus large de l'instauration

d'une nouvelle ère de transition, qui prend toujours plus d'ampleur de manière spontanée et informelle dans la société civile.

La reconfiguration profonde de la société, aussi bien de son organisation que de son système économique, requiert la mise en place de nouveaux mécanismes de régulation établis par le pouvoir public qui vont exiger de gros efforts, aussi bien individuels que collectifs. Un changement complet des mentalités, des habitudes, des modes de vie, à tous les niveaux, qu'il soit politique, économique ou social.

« Abstenez-vous de désirer ce que vous n'avez pas, et vous ruinerez l'économie » François Proust

L'envie de changement au sein de la population existe déjà, parce que les risques que nous encourons sont maintenant largement reconnus. Aussi, possédons-nous les moyens techniques et scientifiques pour envisager des solutions.

L'absence d'une véritable volonté de changement des institutions qui se contentent, sous la pression des puissants groupes industriels et financiers, de repousser les échéances⁶⁶, devient malheureusement l'évidence de l'incapacité du système politique à prendre la mesure du défi environnemental qui se présente à lui et d'y répondre. Cette politique, qui continue de se fonder sur la croissance, entre évidemment en contradiction avec le respect des limites que nous impose la nature.

"Celui qui pense qu'une croissance exponentielle infinie est possible dans un monde fini est soit un fou soit un économiste" Kenneth Bulding, économiste américain.

Cette étude, qui met en parallèle l'évolution de la société humaine, de son économie, de ses déchets et de son environnement, démontre bien qu'au cours de l'Histoire, seuls de grands bouleversements ont fait changer les modes de vie et ont permis de réorienter la société vers un nouvel équilibre pour lui permettre de poursuivre son développement sur de nouvelles bases. Souvent issus de la révolte d'une population menacée, ils se sont presque toujours déroulés dans la douleur et le sang.

« Les gens veulent améliorer leur sort, continua-t-il. Tout le malheur vient de là. On prend les armes pour faire un monde meilleur ! Et on devient inhumain à force de rêver d'un peu plus d'humanité. » Jean Barbe⁶⁷

Aujourd'hui, la quantité encore croissante des déchets et l'accroissement démographique, l'appauvrissement et la surexploitation des terres, l'épuisement des ressources et la multiplication des guerres pour y avoir accès, sont les signes évidents que le fonctionnement de la civilisation actuel la menace d'un nouvel effondrement. Mais celui-ci risque bien, cette fois-ci, de porter les caractères inédits d'être planétaire et probablement irréversible, car ce nouvel effondrement sera la conséquence d'une pression inconsidérée exercée par l'homme sur la nature. Immanquablement, cette pression provoquera, si l'homme persiste, à une destruction définitive des équilibres naturels de la Terre.

Selon le constat de l'économiste américain Jared Diamond⁶⁸, **les 5 facteurs qui ont provoqué l'effondrement des grandes civilisations au cours de l'Histoire⁶⁹ sont**

⁶⁶ Cf. les résultats décevants, au vu de l'urgence, obtenus lors des grandes conférences sur le sujet.

⁶⁷ Citation tirée du livre « Comment devenir un monstre » de Jean Barbe.

⁶⁸ Dans son livre intitulé « Effondrement ».

aujourd'hui réunis, mais à la différence d'autrefois, ce n'est plus seulement une civilisation qui est menacée mais le monde entier.

Les cinq facteurs d'effondrement des grandes civilisations, qui malheureusement sont d'après lui aujourd'hui à nouveau réunis, sont les suivants:

- Le facteur environnemental ;
- Le dérèglement climatique⁷⁰ ;
- Le développement des conflits militaires (Il découle des deux premiers facteurs) ;
- L'effritement des alliances diplomatiques et commerciales (plus ça va mal, plus les alliances volent en éclat) ;
- L'aveuglement des élites : (les élites qui gouvernent se montrent incapables de prendre la mesure de ce qui leur arrive).

Il est vrai que nous pouvons trouver une certaine analogie entre ces cinq facteurs et certaines vérités d'aujourd'hui :

- En ce qui concerne le facteur environnemental, nous avons infligé depuis deux siècles, et surtout depuis une cinquantaine d'années, des dommages environnementaux parfois irréversibles.
- Le dérèglement climatique est également réel : nous sommes depuis peu de temps confrontés à des écarts de températures de plus en plus extrêmes et rapprochés ainsi qu'à une augmentation de la température mondiale⁷¹.
- En ce qui concerne le développement des conflits militaires, quand une société manque de ressources, elle fait la guerre. (exemple avec les guerres du golfe, en Afghanistan, Irak, Syrie, Ukraine, etc.).
- L'augmentation des tensions dans l'Union Européenne, ou la détérioration des relations Est-Ouest à propos de l'Ukraine sont bien la preuve d'un effritement des alliances aujourd'hui (Cuba est depuis peu l'exception qui confirme la règle).
- Enfin, l'aveuglement des élites est confirmé aujourd'hui par leur volonté de poursuite des objectifs de croissance illimitée.

Ce constat démontre ainsi que notre société est donc bien sur le point de devoir tourner une nouvelle page de son évolution. Il serait préférable qu'elle engage le changement avant qu'il ne se passe hors de tout contrôle.

"Si nous n'utilisons pas une forme démocratique et pacifiée de régulation des inégalités, alors d'autres formes se mettront en place. L'histoire invente toujours ses propres voies et invente toujours de nouvelles façons de régler les problèmes qui peuvent être parfois très violentes et très peu conformes à ce que l'on aurait souhaité à priori, si nous avions pu à temps examiner ces choses là. » Thomas Piketty

Face à cette période historique qui va contraindre absolument tout le monde de changer, nous devons réussir à remplacer la trop fréquente attitude fataliste, qui dit «après moi le déluge » ou «il faut faire confiance à la science, les solutions tomberont bien en temps voulu », par celle qui va considérer cette nouvelle période comme une opportunité

⁶⁹ En Mésopotamie déjà, à la chute de l'Empire Romain, aux révolutions française et bolchevique, en Mai 68, etc.

⁷⁰ Toutes les grandes civilisations ont fait face à des dérèglements climatiques qui ont provoqué d'abord une pénurie de ressources puis une déstabilisation de la société entraînant d'immenses bouleversements tant économiques, géopolitiques que sociaux.

⁷¹ + 0.65°C entre 1956 et 2006. Parmi les dix années les plus chaudes depuis un siècle, neuf sont postérieures à l'an 2000. (Selon le Goddard institute for space studies (GISS) de la NASA)

enthousiasmante de tout réinventer⁷². Cette approche optimiste du problème considère ce dernier comme l'occasion de nous orienter vers un système global plus respectueux de la Terre et de l'Homme.

L'ancien spécialiste français des marchés financiers Yannick Roudaut, lors de sa conférence à Nantes en Janvier 2013, explique qu'**au constat de la réunion aujourd'hui des 5 facteurs d'effondrement d'une civilisation, un autre constat peut être fait: celui de la réunion simultanée des facteurs qui ont permis à la période de la Renaissance d'exister.**

Ils ont été les suivants:

- une nouvelle appréhension du monde, qui consiste à reconnaître sa finitude en acceptant ses limites⁷³ ;
- une très forte créativité ;
- une violence quotidienne permanente ;
- un nouvel outil technologique permettant de diffuser la connaissance ;
- une profonde remise en question de toutes les certitudes.

A nouveau, il est vrai que nous retrouvons aussi actuellement ces cinq aspects :

- Nous sommes effectivement contraints de reconnaître une nouvelle finitude de notre planète par l'épuisement de ses ressources naturelles.
- La forte créativité est traduite par les inventions et découvertes dans tous les domaines qui croissent de manière fulgurante aujourd'hui.
- En ce qui concerne le troisième facteur énuméré, l'augmentation des incivilités et de l'insécurité de notre société n'est plus à démontrer.
- L'ère du numérique valide également le quatrième.
- Enfin, notre vision du monde est vraiment entrain de se modifier et la confiance en l'avenir de l'humanité devient de plus en plus difficile à maintenir.

Le constat de Jared Diamond associé à celui de Yannick Roudaut nous montrent que, face à la situation qui est la nôtre aujourd'hui, deux issues sont possibles : la meilleure comme la pire.

Si nous aspirons à la meilleure, Yannick Roudaut relève « trois vérités acquises » sur le plan économique qui devront dès maintenant être complètement reconsidérées :

- la croissance est le seul moteur de l'économie⁷⁴ ;
- la croissance est infinie dans un monde fini⁷⁵ ;
- le sacrifice du vivant au service de la croissance est nécessaire.⁷⁶

Ces trois certitudes sont malheureusement encore jugées comme non négociables par les milieux de la finance, de l'économie et de la politique. Ceux qui osent remettre aujourd'hui en question ces dogmes de « la croissance comme seul moteur de l'économie » ou « le mythe de la croissance infinie » sont pourtant de plus en plus nombreux.

⁷² C'est cet esprit qui a permis la période de la Renaissance autrefois.

⁷³ Suite aux découvertes géographiques des conquistadors.

⁷⁴ Pourtant, en Grec, le mot « économie » n'est pas synonyme de « croissance », il veut dire gestion des ressources, gestion du domaine, de la maison.

⁷⁵ Le monde devient cependant de plus en plus petit, puisque nous sommes de plus en plus nombreux.

⁷⁶ En son nom, on s'est octroyé le droit de polluer pour satisfaire les exigences de la croissance.

Il est temps d'engager avec eux le grand débat sur l'élaboration d'un monde plus soutenable, dont les prémisses, nous l'avons vu, commencent à se matérialiser doucement au sein de la société civile. Nous avons besoin d'un système nouveau capable de profiter à tous, aujourd'hui comme demain.

« Le temps est venu de faire appel à l'insurrection et à la fédération des consciences pour mutualiser ce que l'humanité a de meilleur et éviter le pire. Cette coalition est à l'évidence indispensable aujourd'hui compte tenu de l'ampleur des menaces qui pèsent sur notre destinée commune ; menaces dues pour l'essentiel à nos grandes transgressions. » Pierre Rabhi

Nous sommes de plus en plus nombreux à être convaincus que le développement économique sur lequel nous basons notre modèle depuis deux siècles, s'il ne change pas, nous emmènera directement vers une issue tragique. A force de fonctionner contre ou sans la nature nécessaire à notre vie, notre descendance risque bien de considérer l'entêtement du modèle économique destructeur actuel comme un acte de barbarie.

« Il est probable que ce que nous persistons à faire aujourd'hui soit un jour considéré comme un système autant barbare et cruel que ce que le modèle économique reposant sur l'esclavagisme, il y a de cela trois siècles, représente à nos yeux. » Yannick Roudaut

Nous devons mieux discerner ce que la nature peut encore supporter. Pour ne pas limiter l'avenir de nos enfants et sauvegarder le patrimoine commun, nous devons prendre des mesures radicales. Il est devenu primordial d'écarter de manière rigoureuse ce qui empoisonne l'environnement naturel. La santé humaine est directement menacée, et ceci déjà à court terme.

Le proverbe de Victor Hugo disant qu'« on préfère la consigne à la conscience » doit au plus vite être démenti.

Deuxième Partie

L e d é c h e t : o u t i l d ' u n e s o l u t i o n é c o n o m i q u e , é c o l o g i q u e e t s o c i a l e

« L'installation du fascisme techno-bureaucratique n'est pas inscrite dans les astres. Il y a une autre possibilité : un processus politique qui permette à la population de déterminer le maximum que chacun peut exiger, dans un monde aux ressources limitées ; un processus d'agrément portant sur la fixation et le maintien de limites à la croissance de l'outillage ; un processus d'encouragement de la recherche radicale de sorte qu'un nombre croissant de gens puissent faire toujours plus avec toujours moins. Un tel programme peut encore paraître utopique à l'heure qu'il est : si on laisse la crise s'aggraver, on le trouvera bientôt d'un extrême réalisme. » Ivan Illich

« Lorsqu'on rêve tout seul, ce n'est qu'un rêve, alors que lorsqu'on rêve à plusieurs, c'est déjà une réalité. L'utopie partagée c'est le ressort de l'Histoire. » Elder Cama

Remarques préliminaires

Nous l'avons vu, à la préhistoire, l'homme fonctionnait dans un système autorégulateur puisque la nature se chargeait de décomposer ses restes. Si ce système permettait l'établissement d'un équilibre entre l'homme et la nature, dans les civilisations à évolution extrêmement rapide d'aujourd'hui, cet équilibre a disparu. Sa perte serait la raison pour laquelle la nature n'arrive plus à s'adapter aux conséquences des comportements des hommes.

Pour comprendre pourquoi le système actuel du fonctionnement des activités humaines est aujourd'hui si mal adapté à celui de la nature, il me semble nécessaire d'analyser préalablement les caractéristiques qui étaient, autrefois, responsables de la stabilité des équilibres entre l'homme et les écosystèmes dans lesquels il vivait.

Notre conception du temps encourage l'innovation

Aujourd'hui, notre conception du temps a changé. Il a perdu son caractère cyclique qui lui a été donné depuis toujours par les cycles de la nature. L'humain, désormais accommodé à ses technologies et de plus en plus centré sur lui-même, a perdu son osmose avec la nature et ses cycles.

La première partie de ce travail, en s'appuyant sur la chronologie du temps de l'Histoire, fait apparaître la notion d'un passé, d'un présent et d'un avenir. Notre conception du temps actuel est non plus cyclique mais linéaire, le temps est désormais en marche, il va de l'avant.

De cette nouvelle appréhension linéaire du temps de l'homme contemporain va résulter un profond dédain de la tradition. Tourné continuellement vers l'avenir, l'innovation continue n'est pour lui plus indésirable, elle est désormais souhaitée et attendue.

L'innovation entraîne l'évolution

L'augmentation de la vitesse de l'évolution de la civilisation est une cause non négligeable de l'apparition des difficultés que connaît actuellement l'environnement. En effet, l'adaptation n'arrive plus à suivre l'évolution. A peine un ajustement est-il en cours, que la civilisation lui impose une nouvelle direction. Aucun ajustement ne peut donc être achevé avant un nouveau bouleversement. Aucun équilibre n'a le temps de s'établir ainsi.

L'évolution a fait disparaître la tradition

Un des facteurs d'équilibre était la tradition, qui instaurait une hiérarchie acceptée et partagée par tous. Nous pouvons attribuer à sa disparition en tant que force régulatrice, la perte d'un système de valeurs et d'une conception du monde qui soient communs à tous. Et puisqu'une perte en entraîne une autre, nous assistons également aujourd'hui à la disparition de l'esprit de coopération, qui faisait qu'autrefois, les gens respectaient les règles gérant la société entière.

La tradition avait force de loi, elle était acceptée et obéie et de son respect émanait une autorité collective servant de discipline. Il existait donc une conception commune de la vie. Sans la tradition, on ne peut plus se fier à des règles acceptées et partagées par tous, il faut alors en institutionnaliser. Pour éviter le chaos, l'abolition du respect de la tradition a entraîné l'introduction de contraintes édictées telles que les réglementations officielles, les lois, etc. Nous avons donc substitué l'ordre moral par un ordre imposé et cela me paraît regrettable car la discipline librement consentie est selon moi préférable aux règlements.

Cette absence d'ordre morale pourrait expliquer la progressive substitution de la responsabilité collective par l'égoïsme individuel, en d'autres termes la perte de l'identité

qui était autrefois issue du groupe.

La spécialisation a développé l'individualisme

La spécialisation a également participé à la raréfaction de cette nécessaire identification au groupe. Celle des métiers n'a pas eu pour seule origine, comme nous l'avons vu, la volonté d'augmenter le rendement du travail et de ce fait le bénéfice financier. Elle résulte également d'une nécessité provoquée par l'incroyable développement technique que l'homme a réalisé. Ce dernier a absolument tout complexifié (matériaux, machines, etc.) et cela a rendu plus difficile bon nombre de tâches de diverses professions. Un bon exemple est celui de l'architecte, qui autrefois possédait toutes les connaissances techniques nécessaires à l'élaboration d'un bâtiment. Il n'était pas confronté à la complexité d'aujourd'hui résultant du développement de nouveaux matériaux de construction, de normes strictes à respecter, etc.

La spécialisation des métiers et des tâches a participé à développer l'individualisme dans la société. Le spécialiste qualifié, dont les moyens de subsistance dépendront dorénavant aussi en partie de sa réputation, commencera à se soucier d'être innovateur afin de se distinguer des autres. Sa prise de conscience de son individualité et son désir d'autodétermination a participé à la transformation radicale de son attitude. De nos jours, avec cette tendance généralisée à la spécialisation, le sentiment d'appartenance et de participation à une collectivité de l'individu tend à décroître de plus en plus.

Dans cette deuxième partie du travail, je vais développer mes intentions concernant l'élaboration d'un projet d'architecture permettant de renouer des liens avec ces notions oubliées dans le but de retrouver un certain équilibre entre l'action de l'homme et l'environnement qui l'accueille. Il est cependant bien sûr illusoire de penser que la solution se trouverait dans un retour au passé.

Ce futur projet d'architecture devrait avoir pour seule ambition l'établissement d'une plus grande responsabilisation collective au sein de la société civile. Pour y parvenir, dans un esprit de coopération participative, il devrait pouvoir substituer:

- « un temps plus pleinement vécu » à cette « fuite perpétuelle en avant » ;
- « le réemploi des choses existantes » au « besoin de nouveauté sans fin » ;
- « la responsabilisation individuelle » aux « règlements punitifs » ;
- « l'intérêt collectif » à « l'intérêt individuel égoïste ».

Proposition concrète directement intégrée au cycle de traitement du déchet existant.

Mon souhait est de faire participer la ville de Lausanne aux changements qui me paraissent nécessaires et dont la nécessité a été exposée dans la première partie de ce travail. Pour ce faire, je proposerai, dans le cadre de mon projet de master du semestre prochain, la création d'un lieu spécifique destiné à la prolongation de la durée de vie de nos objets. Ce futur projet pourrait servir d'exemple pour la promotion de nouveaux modes de consommation et d'échanges fondés sur la responsabilité participative. Pour pouvoir contribuer à un changement profond, il devra traduire la participation active des institutions au soutien que la nouvelle aspiration pour une « ère de transition » réclame.

Deux approches du problème s'affrontent

Le problème auquel nous devons faire face aujourd'hui est généralisé car notre course à la croissance a généré des répercussions à l'échelle du monde. Si nous voulons encore limiter ses dégâts, il est indispensable de nous préoccuper dès maintenant, tous ensemble, à ouvrir les voies pour des modes de vie moins prédateurs et plus respectueux de notre planète.

Le monde politique semble bien vouloir prendre en considération le problème, mais toujours que par parties et non pas dans sa globalité.

«Les gouvernements s'attaquent à la crise des services publics, de l'éducation, des transports, du système judiciaire, de la jeunesse. Chaque aspect de la crise globale est séparé des autres, expliqué de façon autonome et traité en particulier. » Ivan Illich

Cette constatation semble correspondre également à l'attitude générale de notre société. Les masses populaires restent encore bien trop dépendantes du processus qui règne sur leurs activités pour réellement aborder concrètement ce pressant sujet dans son ensemble.

« Nous sommes tous englobés dans cette logique totalitaire, pris dans ce système désolant, cependant, cela ne nous dédouane pas de « la responsabilité que le libre arbitre et la responsabilité nous permettent » Pierre Rabhi.

Certainement inquiètes par la tournure qu'a prise l'évolution du monde et probablement en accord avec le point de vue exprimé dans ce travail, elles restent cependant dans un esprit de soumission, accrochées aux promesses d'un système qui distribue au compte goutte ses bénéfices tout en ruinant notre bien commun. Concentrées sur des luttes ciblées pour résoudre des problèmes partiels, concernant tout au plus une corporation, une ville, ou une région géographique, le flegme avec lequel ces populations abordent les graves problèmes environnementaux contribue à l'avènement d'un désastre imminent.

«Nourrie du mythe de la science, la société abandonne même aux experts les soin de fixer les limites de la croissance. Or une telle délégation de pouvoir détruit le fonctionnement politique; à la parole comme mesure de toutes choses, elle substitue l'obéissance à un

mythe et finalement légitime en quelque sorte les expériences conduites sur des hommes.» Ivan Illich

En se moquant de plus en plus du monde politique qui les dirige et qui, il est vrai, devient par sa médiatisation de plus en plus risible, elles expriment leur mépris par une abstention démocratique en constante hausse. Cette attitude va finalement les conduire à confier aux institutions politiques les pleins pouvoirs et l'entière responsabilité de résoudre tous ces problèmes en prétextant que ceux-ci les dépassent, même si en fait, nous sommes tous individuellement directement concernés.

« Si les citoyens n'ont pas conscience de leur pouvoir, c'est que la démocratie est en grand danger puisqu'elle a été fondée justement sur le pouvoir du peuple. » Pierre Rabhi

Au sein de ceux qui ont le courage d'affronter cette problématique complexe, nous avons vu émerger depuis quelques années une tension grandissante qui fait s'affronter deux attitudes opposées :

- d'un côté, il y a les partisans de la fuite en avant par une expansion économique sans limite. Ils défendent une « durabilité faible »⁷⁷ associée au productivisme et placent toute leur confiance dans le développement des technologies du futur pour la résolution des problèmes.
- de l'autre, il y a ceux qui défendent « une durabilité forte »⁷⁸ basée sur une attitude plus respectueuse de l'environnement. Ils préconisent l'innovation et le changement des modes de vie.

C'est dans le cadre de cette dernière attitude que j'aimerais développer le projet architectural du prochain semestre. Celui-ci devrait donc encourager le développement de valeurs comme la solidarité, la sobriété et le respect, car ce sont elles seules qui seront en mesure de modifier positivement, dans un esprit de liberté et de responsabilité, nos comportements et nos modes de vie. L'objectif sera de valoriser cet état d'esprit par des activités participatives centrées sur le thème de l'écologie du déchet, dans un espace collectif mis à disposition par l'Etat pour tous les acteurs de la ville de Lausanne concernés par cette nécessaire transition.

Inscrire ce projet académique dans le cadre de cette remise en question fondamentale de la pression croissante exercée sur notre planète dans l'objectif de favoriser le développement d'une action collective nouvelle pour fonder une civilisation plus écologique, voilà mon intention.

Comment améliorer la récolte et la valorisation de nos déchets ?

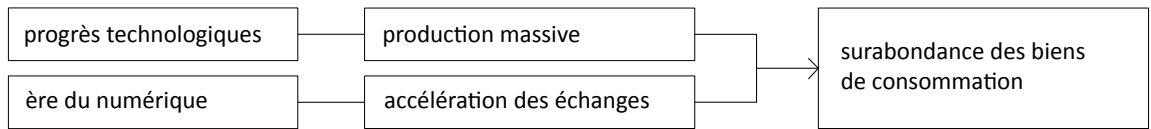
La problématique d'une meilleure récolte et valorisation de nos déchets, qui se limiterait à trouver les meilleures réponses en termes d'efficacité écologique et économique pour l'élimination et le devenir de nos déchets, bien que louable, ne me semble pas s'attaquer à la racine même du problème. En effet, comme nous l'avons vu, c'est le modèle économique mondial qui entraîne notre société dite « postmoderne » dans cette spirale

⁷⁷ cf. « sobriété volontaire »

⁷⁸ cf. « sobriété volontaire »

de production-consommation toujours plus dévastatrice et de plus en plus rapide qui en est certainement la cause.

Grâce aux progrès fulgurants de la technologie industrielle, de la robotique et de l'accélération générale de la vitesse des échanges de l'ère du numérique, c'est notre capacité de produire des quantités sans limite d'objets industriels et de produits de consommation qui crée le problème de cette surabondance de déchets.



Causes de la surabondance des biens de consommation

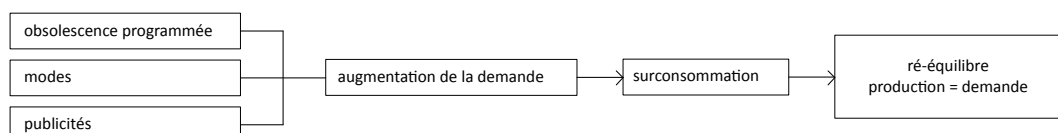
Le système économique est donc bien au cœur même de cette problématique complexe à résoudre, car aujourd'hui on ne se contente plus de produire pour répondre à la demande mais au contraire, on crée la demande pour pouvoir produire d'avantage.

« La société de consommation révèle à l'évidence l'ampleur de la stratégie de la séduction. » Gilles Lipovetsky

-> 1950 production artisanale	1950 - 2015 production de masse
production = demande	production > demande
équilibre du marché	déséquilibre du marché

Conséquences de l'évolution de nos modes de production

Certes, depuis la fin du siècle passé, la capacité de produire a amélioré la qualité de vie de notre société sous certains aspects, mais le fonctionnement du système économique a aussi créé des besoins inutiles en entretenant l'illusion que ce qui est nouveau est mieux. Ses profits sont aujourd'hui réalisés au détriment de la qualité de nos objets quotidiens, et de celui de notre environnement. Le bénéfice produit par ce mécanisme économique ne profite donc plus au bien commun car l'objectif commercial du système économique a été progressivement fondamentalement modifié. Actuellement, il ne vise plus à satisfaire comme autrefois l'utilisateur le plus longtemps possible, mais au contraire, il vise à le satisfaire juste le temps d'une durée d'usage limitée garantie pour le contraindre ensuite à remplacer l'article par un nouveau le plus rapidement possible.

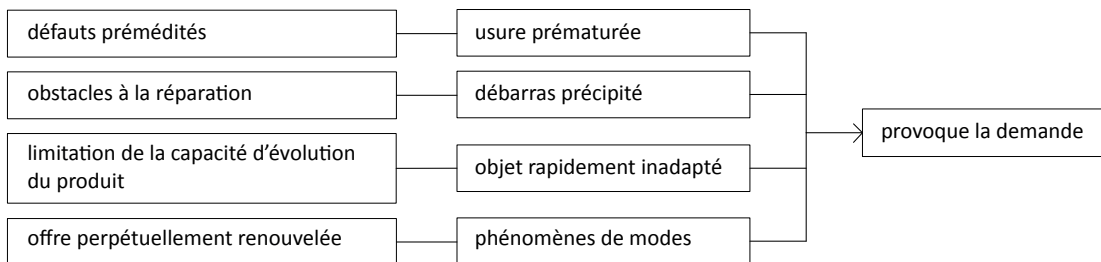


On crée maintenant toutes sortes d'obstacles pour empêcher la réparation des défaillances programmées (pas de pièce de rechange disponible, outils spéciaux nécessaires, pièce défaillante soudée à d'autres, etc.). Cette nouvelle stratégie, toujours plus répandue dans le fonctionnement de l'économie mondiale et parfaitement scandaleuse du point de vue environnemental, s'appelle l'obsolescence programmée.

Il est révoltant d'apprendre qu'une ampoule électrique pourrait durer plus de 100 ans si l'entreprise qui la fabrique épaississait d'un micron de millimètre son filament. Beaucoup de nos objets quotidiens, qui à l'époque accompagnaient toute la vie de son usager, sont aujourd'hui pensés et fabriqués dans l'optique d'une défaillance préméditée.

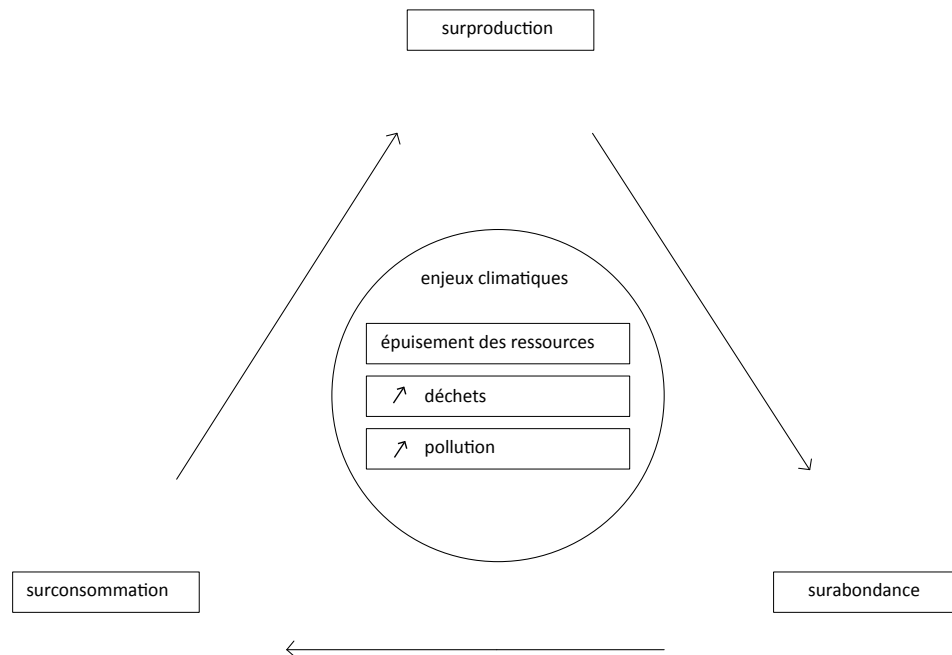
Cette pratique de l'obsolescence programmée, aujourd'hui généralisée, prend insidieusement tous les consommateurs en otage et provoque sciemment une surconsommation dont les effets sont catastrophiques. Non seulement elle engendre une surproduction de déchets, mais également une dépendance croissante de l'humain aux biens matériels.

« L'usure, de son côté, peut devenir intolérable même à qui n'est pas évincé du marché. Elle oblige le consommateur à se détacher continuellement de ce qu'il a été forcé de désirer, de payer et d'installer dans son existence. La nécessité artificielle et l'usure planifiée sont deux dimensions distinctes de la surefficiency, qui étayent une société où la hiérarchie sédimente le privilège. » Ivan Illich



Mécanisme de l'obsolescence programmée

Le modèle du système économique actuel est de plus en plus considéré comme problématique au vu des conséquences qu'il a provoqué. Sa croissance illimitée, qui profite aux intérêts d'une minorité au détriment de l'intérêt général, rendue possible grâce aux développements technologiques et industriels caractéristiques de notre époque, est de moins en moins contrôlable. Elle produit des effets dramatiques en termes d'inégalités sociales, de pollution et d'épuisement de nos ressources en énergies fossiles.



Modèle du système économique actuel et problèmes engendrés

Ce type de système économique place le consommateur dans une position parfaitement schizophrénique, qui oscille entre le discours omniprésent de sa responsabilité dans le tri de ses déchets et les mécanismes quasi incontournables qui le poussent insidieusement à toujours plus consommer.

Actuellement, la réponse à ce problème de surabondance de nos déchets se fait sur trois niveaux d'interventions et de la manière suivante:

- sur le plan technologique : une confiance absolue est donnée dans les progrès technologiques en supposant qu'ils sauront certainement un jour solutionner tous les problèmes ;
- sur le plan humain : nous assistons à l'exigence d'une responsabilité du consommateur de plus en plus contraignante à travers son obligation de tri sélectif ;
- sur le plan politique : tant que les institutions du monde économique détiendront le pouvoir la source même du problème existera. A moins que politiquement, le système économique global soit remis en question.

Nous constatons que la réponse positive du système actuel au problème a été le développement de nouvelles techniques de traitement et d'énergies nouvelles renouvelables. Ces nouvelles technologies, qui permettent certes l'amélioration du traitement de nos déchets et qui mettent un frein à la dilapidation des ressources naturelles, ne seront certainement pas, à elles seules, en mesure d'apporter une solution définitive.

Face à l'urgence de lutter efficacement contre la pollution et le gaspillage et pour mettre enfin un terme à l'exploitation abusive des ressources naturelles de notre planète, ces récents progrès ne suffiront pas à inverser la tendance qui nous conduit à un désastre prévisible à l'échelle de notre planète.

Aussi, pour faire face aux dégâts exponentiels provoqués sciemment par un mécanisme économique délirant dont le développement à l'ère du numérique devient de plus en plus incontrôlable, la nécessité de mieux trier et recycler nos déchets, bien qu'indispensable,

ne résoudra certainement pas non plus le fond du problème. Tout au plus, nos efforts participeront à donner une meilleure image et bonne conscience à un système de plus en plus considéré comme défaillant.

Faire participer la population à un tri minutieux et efficace, ne constituerait-il pas un leurre dressé par l'industrie pour lui permettre la poursuite d'une production abusive rendue incontournable par la subtile tromperie de l'obsolescence programmée ? Il me semble que ce n'est certainement pas en instrumentant toujours plus la culpabilité du consommateur par des obligations toujours plus contraignantes et onéreuses que nous trouverons la solution.

Le vrai défi de notre siècle sera de réussir à développer un mode économique qui cessera d'épuiser nos ressources limitées et qui se montrera capable de faire face à l'urgence climatique qui nous menace. La responsabilité d'une amélioration incombe avant tout à chacun d'entre nous. Une prise de conscience préalable individuelle de chaque consommateur est absolument indispensable si l'on veut pouvoir engager ce combat inévitable contre le gaspillage et la dilapidation irresponsables des ressources.

« L'équilibre écologique ne sera rétabli que si nous reconnaissons que seule la personne a des fins, que seule elle peut travailler à les réaliser. » Ivan Illich

La planète est notre bien-commun, le système économique actuel menace son équilibre au profit des intérêts d'une minorité. Il est urgent de le remettre en question en profondeur et sur le long terme. La responsabilité d'enclencher cet inévitable changement appartient avant tout à la société civile par voie démocratique et participative. C'est elle qui doit l'imposer au monde politique devenu impuissant face à la pression croissante de ceux de l'économie et de la finance. Avec l'idée principale que face au gaspillage mondial la réponse doit être locale et solidaire, c'est elle qui doit montrer comment on peut réfuter en action, et pas seulement en paroles, le modèle économique dominant

Pour lutter efficacement contre un mécanisme qui se fonde uniquement sur le profit et la spéculation au détriment de notre qualité de vie et de notre environnement et pour échapper aux dictas imposés par les groupes de pression des grands monopoles, il ne suffit plus d'améliorer l'efficacité du traitement de la montagne de déchets produit par un système de consommation aberrant. Un changement profond des mentalités est nécessaire. L'économie se doit d'être enfin au service du bien-être humain sur le long terme par une économie sociale et solidaire permettant le rétablissement d'un lien social capable de défendre notre bien commun.

	Attitude adoptée aujourd'hui	Attitude à adopter selon moi
FACTEUR TECHNOLOGIQUE	confiance aveugle dans les avancées technologiques	les avancées techn. ne devraient pas cautionner une attitude irrespectueuse de l'environnement car elles ne donnent aucune garantie de réparation des dégâts
FACTEUR ECONOMIQUE	pas de remise en cause du système économique	remise en cause politique du système
FACTEUR HUMAIN	mise en place d'un tri contraignant	modification du mode de consommation

Soutenons les initiatives visant au changement de nos habitudes de consommation et qui favorisent une prise de conscience individuelle de la nécessité d'adopter une attitude personnelle responsable et participative pour plus d'égalité et un meilleur respect de notre planète. Bien que cela s'oppose à la tendance généralisée d'une individualisation croissante de la société provoquant la destruction du lien social, l'émergence d'une volonté populaire de plus en plus consciente de ces problèmes m'a convaincue de la nécessité de proposer la création d'un espace favorisant ce changement radical et incontournable de notre mode de consommation.

Comment intégrer les objectifs du mouvement alternatif pour la transition dans le cadre institutionnel ?

« Un homme assoiffé peut désirer une boisson non alcoolisée, fraîche et gazeuse, et se trouver limité au choix d'une seule marque, mais il reste libre d'étancher sa soif en buvant de la bière ou de l'eau. » Ivan Illich

Pendant que les États s'efforcent de trouver des solutions aux crises, des insoumis créent les prémices d'une société fondée sur la sauvegarde écologique. Organisés de manière autonome et à l'initiative directe de la société civile, nous avons vu, un peu partout, l'apparition de toutes sortes d'initiatives réussies et de modèles alternatifs viables allant dans ce sens.

« Le manque que la société industrielle entretient avec soin ne survit pas à la découverte que personnes et communautés peuvent elles-mêmes satisfaire leurs véritables besoins. » Ivan Illich

Les innovations sociales expérimentales et alternatives les plus marquantes, qui se sont développées très rapidement grâce à la communication numérique, ont été souvent à l'origine des propositions faites ultérieurement par les institutions politiques ou par les acteurs du système économique en place. Nées dans le cadre d'une certaine marginalité partiellement libérée des contraintes du système, elles ont toutes en commun, à l'origine, la même intention de trouver une alternative fondée sur des valeurs de partage, d'entraide et de solidarité où le profit personnel ne trouve que raisonnablement sa place. Certaines ont connu un tel essor qu'elles se sont mises à fragiliser sérieusement certains secteurs du mécanisme économique officiel, sans toutefois réussir à bouleverser en profondeur son mode fonctionnement.

Constatant que des parts du marché lui échappaient, le système économique a réagi de la manière suivante :

- soit il leur a fait perdre l'esprit initial qui les avait fait naître en les intégrant au sein de sa logique économique dominante.⁷⁹
- soit il les a encouragées, dans l'idée de pouvoir se décharger des problèmes sociaux et environnementaux sur elles en leur déléguant toute la responsabilité de leur gestion.⁸⁰

⁷⁹ Service d'aide sociale, réseau auto/vélo libre, etc.

Ma future proposition architecturale devrait pouvoir offrir une nouvelle opportunité à l'Etat d'utiliser et d'encourager, dans un cadre institutionnel, l'énergie et la créativité de ces mouvements d'innovations sociales alternatives. Les valeurs qui en ont été l'origine sont tout autres que celles généralement utilisées par la logique économique en place. En exploitant ces valeurs, les institutions pourraient enfin encourager et participer activement au changement indispensable de nos modes de vie et de nos habitudes dans l'optique de rendre le système économique global plus durable. Ce projet d'architecture, qui proposera un nouveau bâtiment public, devrait donc être utilisé comme un outil par le monde politique élu démocratiquement pour manifester sa pleine participation consciente au nouvel élan populaire alternatif en reconnaissant de manière démonstrative la nécessité d'une transformation profonde de nos modes de consommation.

Quel rôle doit jouer l'architecture dans le cadre de cette transition?

Si l'on veut qu'une nouvelle perception de ce que l'on jette prenne place et pour que le déchet puisse servir d'objet réutilisable, dans le cadre d'une nouvelle économie de transition, l'architecture a bien sûr un rôle à jouer. Actuellement, l'architecture des lieux destinés à la récolte ou aux traitements des déchets ne facilite en général, ni la mise en valeur des processus utilisés, ni les enjeux qu'ils représentent. Banalisée sous forme d'architecture industrielle, elle a toujours eu tendance à rejeter dans l'anonymat le déchet.

L'architecture devrait sortir le déchet de l'anonymat et ne plus proposer qu'une simple boîte (banal hangar industriel) dissimulant l'accumulation d'objets perçus comme sans valeur et inutilisables, car cela favorise le déni de leur existence au sein de la population. Ne devrait-elle pas proposer une nouvelle expression architecturale qui permette la mise en valeur du rôle fondamental qu'ont le déchet et son traitement, en termes d'environnement et de comportements sociaux ?

Si les architectes se bornent à dissimuler le reflet de nos comportements et de ses conséquences environnementales, tout comme le potentiel immense que représentent ces déchets, aucun progrès de notre perception du déchet ne sera réalisé.

L'usine d'incinération de déchets TRIDEL à Lausanne, de ce point de vue, essaye de se montrer exemplaire. Par sa volonté de réduire de manière optimale l'impact écologique de son processus et dans l'idée de limiter au maximum les transports, elle a été la première à s'implanter au cœur même du tissu urbain. En plus, ses multiples efforts de communication, entre autres avec l'organisation des nombreuses visites guidées qu'elle organise régulièrement et auxquelles j'ai pu participer, démontre bien sa volonté de faire sortir le déchet de l'anonymat. Cependant son architecture, conçue comme une démonstration de l'efficacité et des prouesses techniques déployées pour le traitement de nos déchets et pour leur élimination, est imposante mais reste dissimulatrice des ordures elles-mêmes. Bien sûr, cette usine moderne est un écrin technologique propre et rassurant, mais derrière sa démonstration d'efficacité elle dissimule aux yeux du grand public le véritable problème que pose la montagne croissante de nos déchets.

⁸⁰ Structures d'aide et d'accueil volontaire, restos du cœur, associations de protection de la faune et de la nature, etc.

Dans le cadre d'une campagne nécessaire de sensibilisation aux problèmes environnementaux et d'une prise de conscience du changement inévitable des comportements sociaux, le rôle fonctionnel et social de mon futur projet sera tout autre de celui de cette usine d'incinération. Une expression architecturale totalement différente sera donc proposée. Pour permettre une mise en valeur efficace du rôle fondamental qu'a le déchet et son traitement, son architecture se devra d'être l'expression d'une bien plus grande ouverture, de manière à atteindre un public le plus large possible.

Il me semble important de ne plus nous borner à dissimuler le reflet de nos comportements et de ses conséquences environnementales, tout comme d'ailleurs le potentiel immense que représentent nos déchets, dans une architecture industrielle discrète au fond d'une zone industrielle de banlieue. Si nous voulons faire progresser une perception collective plus positive du déchet et contribuer à faire cesser l'occultation de la grave problématique environnementale qu'il révèle aujourd'hui, les institutions se doivent de favoriser le désir populaire de changement en lui offrant un lieu où il puisse concrètement s'exprimer.

Il ne suffit plus de démontrer notre capacité de traiter les conséquences de nos comportements, mais il faut bien plus encourager le potentiel positif immense que pourrait représenter les déchets pour notre société, non seulement en tant que ressource de matière première, mais également comme créateurs de lien sociaux, de solidarité et de responsabilisation. Il faudra donc, contrairement à l'architecture de l'usine TRIDEL⁸¹, que celle de mon futur projet du semestre prochain soit l'expression d'une ouverture plutôt que d'une dissimulation pour permettre une accessibilité publique la plus grande possible. Sa forme devra donc être l'expression de cette volonté d'ouverture et favoriser l'épanouissement d'une participation innovante de chaque individu.

Propositions et intentions de mon futur projet

« Il s'agit simplement de mettre les acquis de la modernité au service d'un projet humain : recréer des structures à taille humaine, revaloriser la microéconomie et l'artisanat, reconsidérer l'organisation du territoire, éduquer les enfants aux valeurs de la coopération et de la complémentarité, éveiller leur sensibilité à la beauté et au respect de la vie »
Pierre Rabhi

Les intentions de la création d'un tel projet seront non seulement celles consacrées à la diminution de certains problèmes sociaux comme le chômage, la pauvreté, ou l'exclusion, mais surtout celles ayant comme objectif prioritaire de pouvoir générer des changements de comportements basés sur une prise de conscience au sein de l'ensemble de la population. Pouvoir mieux échanger et s'informer des enjeux globaux et de la responsabilité individuelle indispensable pour les relever sera le rôle de ce nouvel espace public. Il sera pensé comme un lieu d'échange et de rencontre qui favorisera une transition vers des modes de vie plus soutenables en diminuant l'empreinte écologique individuelle tout en améliorant la condition de vie de chacun.

⁸¹ Dont l'expression formelle découle directement de sa fonction et qui reste fermée sur le monde extérieure, dissimulant même son approvisionnement par une voie ferrée souterraine.

Il me paraît être dans l'intérêt collectif de mettre en place de nouvelles infrastructures favorisant la modification de nos modes de consommation tout en restituant à notre civilisation, devenue de plus en plus individualiste, un lien social fondé sur des valeurs plus éthiques aujourd'hui en voie de disparition, comme la solidarité, l'échange et le partage.

Faute d'alternatives et face aux obstacles dressés par le fabricant pour l'empêcher de faire réparer ses objets, le consommateur, nous l'avons vu, est de plus en plus souvent contraint à jeter pour remplacer. Cette situation révoltante me conduit aujourd'hui à vouloir trouver, dans le cadre du domaine d'étude qui est le mien, quelles contributions alternatives nous pourrions apporter pour lutter contre ce débarras d'objets trop rapide.

Le système mis en place depuis des décennies partout pour la collecte, l'évacuation, l'élimination ou le recyclage de nos objets encombrants, inutiles ou en mauvais état de marche, participe évidemment à cette lutte contre le gaspillage et ses nuisances. Il n'est pas question dans ce travail de vouloir le remettre en question dans son ensemble, ni d'améliorer ses performances en développant de nouvelles techniques de traitement ou de réformer son organisation. Je laisserais donc ces tâches aux spécialistes infiniment plus compétents en la matière. Toutefois, sachant que les centres de récolte sont souvent la dernière étape avant l'acheminement direct vers le recyclage ou l'élimination du matériau, ne pourrions-nous pas concevoir une étape intermédiaire de tri, de réparation, d'échange, de partage et de récupération, avant qu'intervienne la transformation finale ou la destruction irrémédiable du matériau par incinération ?

L'émergence des nombreuses initiatives solidaires marginales qui s'organisent pour s'opposer à ce gaspillage programmé ne serait-elle pas le signe d'une nouvelle nécessité ? L'augmentation constante de vélos récupérés, réparés et remis en circulation en est un bon exemple. Le succès de l'organisation des diverses braderies et vides greniers, la mise en place de systèmes d'échanges libres (SEL) au niveau local ou d'ateliers de réparations pour tenter d'augmenter la durée de vie de nos objets, les diverses organisations pour une consommation locale, le développement grâce au numérique des marchés parallèles d'échanges ou d'occasions⁸², et bien sûr toutes les associations de bienfaisance⁸³ sont bien l'expression de cette prise de conscience responsable et participative de notre société.

Complémentaires au tri officiel, ces nouvelles pistes me paraissent tout aussi incontournables que celles du développement des énergies renouvelables pour permettre un changement radical de nos modes de consommation et pour mettre fin à ce processus de destruction progressive de la qualité de notre environnement et du lien social.

Inscrire un projet architectural dans le cadre institutionnalisé comme réponse à cette nouvelle évolution alternative malheureusement encore trop souvent considérée comme marginale, serait une excellente initiative responsable du gouvernement.

Un nouveau bâtiment, inséré directement dans la trajectoire des déchets (tri/collecte à élimination/transformation) permettrait d'encadrer et de regrouper sous un même toit l'ensemble de ces initiatives actuellement disséminées partout dans le tissu urbain.

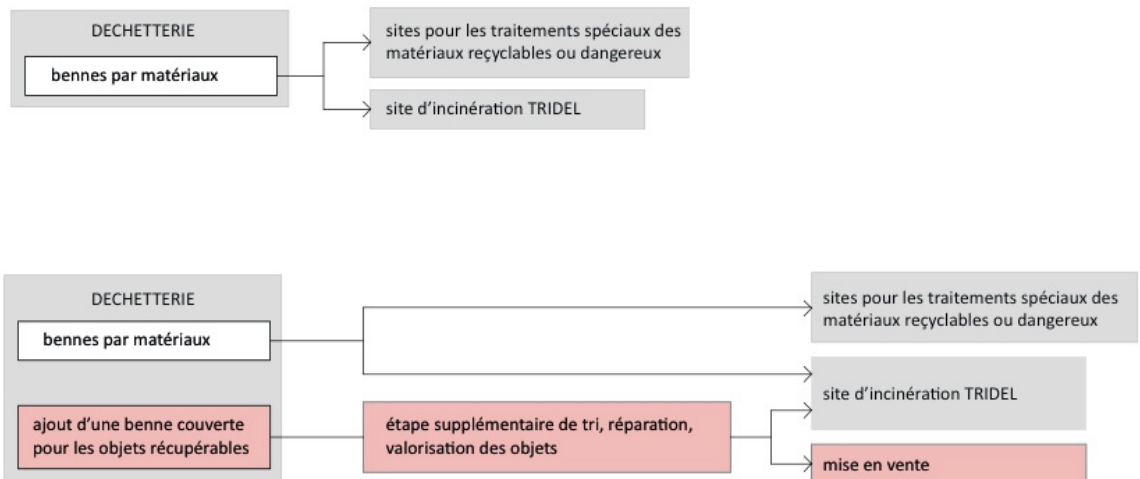
⁸² Réseaux sociaux, Ebay, etc.

⁸³ EMMAUS, PICPUS, etc.

Cette proposition d'une mise à disposition d'un espace architectural, autogéré ou non, conçu comme une plate-forme d'échange et de communication favorisant l'expression et le développement de ces diverses initiatives citoyennes, permettrait au monde politique de manifester enfin une réelle volonté de changement et de soutien aux louables initiatives alternatives issues de la société civile.

Pour pouvoir réaliser cette contribution, le système actuellement mis en place pour la récolte des objets encombrants devrait subir les modifications mineures suivantes :

- l'intégration d'**une benne supplémentaire protégée des intempéries** dans chaque centre de collecte. Elle permettrait une récupération plus délicate des objets abîmés susceptibles de pouvoir être réparés aisément, ou de ceux pouvant simplement être encore utilisés.
- la **contribution volontaire de celui qui dépose délicatement l'objet** en fournissant aux futurs utilisateurs les raisons de son rejet ou l'origine de la panne qui a motivé son abandon. Ces informations pourraient être ultérieurement très utiles à ceux qui souhaiteraient prolonger sa durée de vie.



Mon intention de placer ce nouvel espace à proximité directe de celui réservé actuellement au traitement final des déchets récoltés de toute la région Lausannoise, sur une propriété publique encore relativement peu aménagée et située en pleine zone industrielle se justifie de la manière suivante:

- Le voisinage direct de la grande usine d'incinération TRIDEL SA à Lausanne permettra à cette nouvelle étape intermédiaire de s'inscrire directement dans le parcours actuel de nos déchets. Nous optimisons ainsi, d'une part la diversité des déchets encombrants dignes d'être récupérés, et d'autre part nous évitons un transport supplémentaire en profitant de la logistique d'acheminement des déchets mise en place actuellement par la route et par le rail.
- La proximité immédiate de la station de métro toute neuve de la Sallaz, le passage d'une voie de circulation routière très fréquentée et l'infrastructure récente d'une passerelle l'enjambant permettent une accessibilité piétonnière maximale et semblent parfaitement justifier ce choix d'implantation du mon projet futur.
- Cet emplacement, en limite de la zone urbaine est déjà traversé aujourd'hui par le passage d'un flux piétonnier de citoyens désireux de se rendre dans la zone de nature et de loisirs située à proximité (le parc de Sauvabelin). Il est donc tout à fait favorable pour provoquer dans le futur une bonne fréquentation du lieu.

L'intérêt de la mise en place d'une telle structure regroupant des ateliers divers (menuiserie, quincaillerie, électricité, couture, etc.) ne viserait pas le seul objectif de permettre une augmentation de la durée de vie de nos déchets, mais aussi de celle de nos objets personnels que l'on souhaiterait remettre en état sans devoir pour autant s'en débarrasser.

En utilisant la matière première disponible dans la montagne de déchets récoltés, les espaces de réparation, d'échange, de création, d'information, de partage, de connaissance et de savoir-faire, mis à disposition du public, devraient favoriser et soutenir un mouvement de participation collectif et responsable, d'entraide et de solidarité sociale.

Ce lieu, ouvert à l'ensemble de la population, avec ses espaces d'exposition, de revente, d'échange d'objets remis en état, pourrait également participer à son autofinancement. Fonctionnant comme un service public de rencontres, d'offres et d'échanges accessibles à toutes les classes de la population, il serait un moyen utile pour faire évoluer un sens de responsabilité et une conscience individuelle face aux déchets.

Ce projet d'architecture, centré sur le thème de la valorisation du déchet, permettrait non seulement de redonner une nouvelle valeur aux objets réutilisables, mais également de développer des alternatives pour lutter contre la tendance généralisée aux achats compulsifs et aux débarras précipités actuellement partout encouragés.

Face aux contradictions flagrantes d'une économie toujours plus en quête d'une croissance infinie, l'élaboration d'un tel projet d'architecture par les institutions de l'Etat ne constituerait-il pas un acte politique efficace de résistance contre ces trusts qui confisquent au genre humain sa capacité de se nourrir par lui-même et de consommer dans le respect de la planète ? Cette réalisation mettrait à la disposition de la société civile, au sein de la chaîne du traitement des déchets, un espace architectural servant de laboratoire pour expérimenter des nouvelles solutions pour le futur.

C'est dans l'espoir de pouvoir contribuer à construire les nouvelles perspectives, que les mouvements alternatifs toujours plus nombreux appellent déjà « l'ère de transition », que je souhaiterais inscrire le cadre de mon travail de diplôme.

Nous avons tous besoin d'un nouvel élan qui puisse remettre à plat les règles du jeu économique et qui puisse redéfinir le fonctionnement institutionnel. Il ne faut plus attendre des politiques mais faire de la politique car ce que nous espérons ne se fera certainement pas dans le champ des politiques économiques actuelles, mais bien dans le cadre d'un mouvement social pour une économie collaborative, solidaire et plus respectueuse de l'environnement naturel.

« Je pense au contraire qu'il est temps pour chacun d'entre nous de reprendre le pouvoir sur son existence et d'incarner une politique en actes dans chacune des sphères de son quotidien : achats, déplacements, relations humaine, éducation des enfants, habitat... Car la solution n'est pas de croire que le changement de structures, des dispositions écologiques ou la diffusion de l'agriculture biologique vont sauver l'humanité. » Pierre Rabhi

Toutes les initiatives alternatives actuelles, à elles seules, ne sont pas encore aptes à créer un projet d'ensemble qui permette à chacun de s'y projeter, elles nous permettent tout

au plus d'entrevoir qu'une économie alternative est possible. Pour qu'elles deviennent véritablement l'expression d'une volonté commune, il faut leur ouvrir une place, un espace architectural capable de créer du sens commun, de bousculer positivement la société, et surtout d'ouvrir une nouvelle espérance dans un débat collectif.

En prenant « **le déchet comme prétexte pour la création d'un lieu d'échange et de responsabilité participative en vue d'une nouvelle ère de transition** », j'espère pouvoir contribuer à une nouvelle prise de conscience et mobilisation, d'une population dite « mondialisée », sur lesquelles elle pourra fonder une nouvelle espérance.

« Sans appropriation par chacun des valeurs de sobriété et de modération, sans révolution des esprits, bref sans transformation intérieure des individus, la transformation échouera. » Nicolas Hulot

Bibliographie

Livres

Lypovetski Gilles. 1989. « **L'ère du vide** : Essai sur l'individualisme contemporain ». Edition Gallimard.

Rabhi Pierre. 2008. « **Manifeste pour la terre et l'humanisme** : Pour une insurrection des consciences ». Edition Babel.

Illich Ivan. 1973. « **La convivialité** ». Edition du Seuil. Paris.

Bourg Dominique et Roch Philippe. 2012. « **Sobriété volontaire** : en quête de nouveaux modes de vie ». Edition Labor et Fides. Genève.

Piketty Thomas. 2013. « **Le capital au XXIème siècle** ». Edition du Seuil. Paris.

Fradet Elodie, Lacoutet Annick et de Rauglaudre Pascal. 2014. « **Le grand débordement** : Pourquoi les déchets nous envahissent, comment les réduire ». Edition Rue de l'échiquier. Paris.

Dobré Michelle. 2002. « **L'écologie au quotidien** : Eléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire ». Edition L'Harmattan. Paris.

Fiorello Amélie. 2011. « **Le comportement de tri des déchets ménagers** : une approche marketing ». Thèse de doctorat en sciences de gestion à l'université de Nice-Sophia Antipolis.

Graeber David. 2013. « **Dettes** : 5000 ans d'histoire ». Edition Les liens qui libèrent. Lonrai.

Vidéos

ARTE documentaire du mardi 2 septembre 2014

« **L'urgence de ralentir** »

Lien internet : <http://www.arte.tv/guide/fr/048763-000/l-urgence-de-ralentir>

RTS émission « Mise au point » du 7 septembre 2014

« **De bien belles poubelles** »

RTS2 émission « le doc du lundi » du lundi 29 septembre 2014

« **sacrée croissance !** »

Lien internet : <http://www.rts.ch/docs/lundi/6076484-le-doc-du-lundi.html>

Documentaire « **Les sentiers de l'utopie** »

Lien internet : https://www.youtube.com/watch?v=PW_MakhAnJE

ARTE Documentaire du 19 septembre 2014

« **toxiques ! Que faire des déchets ultimes ?** »

FRANCE 2 émission « Ce soir ou jamais » du 11.octobre.2014

« **liberté, égalité, fraternité ?** »

ARTE documentaire diffusé en six épisodes du 14 au 28 Octobre 2014

« **capitalisme** » (épisodes 1 à 6)

ARTE documentaire du 14 Octobre 2014

« **échange, troc et partage** »

RTS le journal « 19h30 » du 13 avril 2011

« collecte mixte de déchets - ne plus séparer les plastiques »

Lien internet: <http://www.rts.ch/video/info/journal-19h30/3079558-recyclage-en-suisse-certains-dechets-pourraient-etre-collectes-directement-devant-les-points-de-vente.html>

Conférence à Nantes du 21 janvier 2013 de **Yannick Roudaut**

« Notre conception du monde nous interdit le monde de demain »

France 2 Entretien avec **Nicolas Hulot** dans l'émission « On n'est pas couché » du 20 décembre 2014

Sites internet

[http://www.fiches-plandirecteur.vd.ch/prod/dinf/pdcn_2_p.nsf/bc853969a35ad2b9c1257007004b74af/a11c93c16bdc4905c1257a070022a4b5/\\$FILE/PDCn_Adapt1_VoletOperationnel_en_vigueur_111201.pdf](http://www.fiches-plandirecteur.vd.ch/prod/dinf/pdcn_2_p.nsf/bc853969a35ad2b9c1257007004b74af/a11c93c16bdc4905c1257a070022a4b5/$FILE/PDCn_Adapt1_VoletOperationnel_en_vigueur_111201.pdf)

<http://www.syctom-paris.fr/edi/sitetom/histoire/index.htm>

<http://www.bafu.admin.ch/abfall/01472/index.html?lang=fr>

<http://www.dechetsdesmenages.typepad.fr/dechets-des-menages/histoire-du-dechet.html>

<http://www.bafu.admin.ch/umwelt/12492/12865/index.html?lang=fr>